



អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia

Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens

**ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ**

Kingdom of Cambodia

Nation Religion King

Royaume du Cambodge

Nation Religion Roi

អង្គជំនុំជម្រះសាលាដំបូង

Trial Chamber

Chambre de première instance

ឯកសារដើម

ORIGINAL/ORIGINAL

ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ (Date): 17-Dec-2013, 10:29

CMS/CFO: Sann Rada

TRANSCRIPTION
PUBLIC

Dossier n° 002/19-09-2007-CETC/CPI

12 décembre 2013

Réunion de mise en état

Devant les juges :

NIL Nonn, Président
Silvia CARTWRIGHT
YA Sokhan
Jean-Marc LAVERGNE
YOU Ottara
THOU Mony (suppléant)
Claudia Fenz (suppléante)

Les accusés :

KHIEU Samphan

Pour les accusés :

SON Arun
Victor KOPPE
KONG Sam Onn
Anta GUISSÉ

Pour la Chambre de première instance :

SE Kolvuthy
Matteo CRIPPA

Pour les parties civiles :

PICH Ang
Beini YE
CHET Vanly
LOR Chunthy

Pour le Bureau des co-procureurs :

Nicholas KOUMJIAN
William SMITH
Keith RAYNOR
Vincent DE WILDE D'ESTMAEL
Tarik ABDULHAK
Dale LYSAK
SONG Chorvoin
SENG Bungkheang

Pour le Bureau de l'administration :

KRANH Tony
Knut ROSANDHAUG
KONG Sophy
Isaac ENDELEY

Pour la Section de l'administration judiciaire :

SOUR Sotheavy

Tableau des intervenants

Langue utilisée sauf indication contraire dans le procès-verbal d'audience

Intervenants	Langue
Mme la juge CARTWRIGHT	Anglais
Me GUISSÉ	Français
Me KONG SAM ONN	Khmer
Me KOPPE	Anglais
M. KOUMJIAN	Anglais
M. KRANH TONY	Khmer
M. le juge LAVERGNE	Français
M. LYSAK	Anglais
M. le juge Président NIL NONN	Khmer
Me PICH ANG	Khmer
M. ROSANDHAUG	Anglais
Me YE	Anglais

1

1 PROCÈS-VERBAL

2 (Début de la réunion de mise en état: 09h01)

3 M. LE PRÉSIDENT:

4 Veuillez vous asseoir. Eh bien, nous reprenons nos travaux.

5 Avant de donner la parole aux parties, je demande au Greffe de

6 nous faire rapport des présences et de la participation à la

7 réunion d'aujourd'hui.

8 [09.02.58]

9 LE GREFFIER:

10 Monsieur le Président, pour cette réunion, toutes les parties et

11 individus sont présents, à part le conseil Son Arun, le conseil

12 national pour Nuon Chea, qui est absent pour des raisons de

13 santé.

14 Khieu Samphan est présent dans la cellule provisoire, au

15 sous-sol.

16 Je vous remercie.

17 M. LE PRÉSIDENT:

18 Je vous remercie.

19 Eh bien, nous allons entamer nos travaux, et je vais donner la

20 parole à Mme la juge Cartwright afin qu'elle puisse poser des

21 questions au directeur faisant fonction et au directeur adjoint

22 du Bureau de l'administration, portant sur le démarrage du procès

23 002/2.

24 [09.03.58]

25 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

2

1 Je vous remercie.

2 La Chambre a estimé qu'il serait utile de s'assurer d'avoir une
3 compréhension claire des informations budgétaires et techniques
4 qui nous auront été données. Donc, au nom du Président, je vais
5 procéder à une synthèse de notre compréhension de certaines
6 parties qui nous semblent importantes du débat que nous avons eu
7 hier, et cette synthèse porte sur l'apport de ressources pour la
8 mise en place d'un deuxième collège et de son personnel d'appui
9 ou uniquement pour un personnel d'appui visant à aider la Chambre
10 existante. Et donc je vais résumer pour essayer de m'assurer que
11 nous avons le même entendement de la question.

12 Donc, le coût de financement d'un deuxième collège et son
13 personnel d'appui ou, alternativement, d'un personnel
14 supplémentaire en appui à la Chambre actuelle proviendrait du
15 fonds de réserve pour imprévus et... qui est assuré exclusivement
16 par le volet international. Est-ce exact?

17 [09.05.37]

18 M. ROSANDHAUG:

19 Bien. Bonjour, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les
20 juges. Je vais répondre en notre nom collectif.

21 Il existe un fonds d'imprévus inclus dans le budget international
22 qui peut servir pour n'importe quelle attribution; c'est au
23 premier servi.

24 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

25 Et donc ceci permettrait de couvrir la création d'un nouveau

3

1 collège de juges et de personnel d'appui, et ce, de façon

2 potentielle?

3 M. ROSANDHAUG:

4 Oui, potentiellement. Toute activité non planifiée peut élargir à

5 ce fonds.

6 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

7 Et ce fonds pour imprévus fait partie du budget qui a été

8 présenté aux principaux groupes de donateurs, mais ce budget n'a

9 pas encore été adopté. Est-ce exact?

10 [09.06.33]

11 M. ROSANDHAUG:

12 Oui. Il est exact que le budget n'a pas encore été adopté, mais

13 les donateurs se sont montrés prêts à faire face à toute requête

14 du siège sur n'importe quelle question, à n'importe quel moment.

15 Donc, ce n'est pas la question du collège qui peut avoir une

16 influence sur le processus budgétaire.

17 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

18 Donc, ce fonds de réserve fait partie d'un processus d'adoption

19 du budget qui aura lieu à une date ultérieure, mais, si on se

20 tourne vers l'histoire, on peut raisonnablement dire que ça

21 devrait se faire aux environs de février de l'année prochaine.

22 Est-ce exact?

23 M. ROSANDHAUG:

24 Il est exact que le précédent budget a été adopté en février.

25 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

4

1 Bien que les principaux groupes de contributeurs se soient
2 montrés prêts à soutenir la création d'un deuxième collège et la
3 totalité de son personnel pour autant que cela soit le souhait du
4 Président, néanmoins, il est nécessaire de lui apporter les
5 ressources financières pour le faire.

6 Et puis-je dire sans me tromper qu'il est peu probable que les
7 fonds, les liquidités, seront disponibles avant approximativement
8 février de l'année prochaine?

9 [09.08.01]

10 M. ROSANDHAUG:

11 Les fonds seront mis à disposition une fois que les principaux
12 contributeurs auront décidé d'apporter leur soutien, et le fonds
13 utilisé pourra être utilisé à partir des fonds existant
14 actuellement.

15 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

16 Mais il me semble que cette décision d'apporter les fonds a peu
17 de chance d'être un processus rapide, étant donné le va-et-vient
18 au niveau des différents groupes de contributeurs et à ce moment
19 de l'année, en outre, plus le temps nécessaire pour établir le
20 coût et déterminer quelles seront les sources effectives de
21 financement pour apporter ces liquidités.

22 M. ROSANDHAUG:

23 La question de la liquidité provient en fait du compte bancaire
24 des Nations Unies, donc ceci ne porte... ne pose pas de problème.

25 La décision d'appuyer une telle requête... Au plus vite nous aurons

5

1 une requête, au plus vite nous pourrions en calculer le coût et au
2 plus vite elle sera adoptée. Si l'on attend le 30 décembre, il
3 est évident... ou le 24 décembre, il est évident que les
4 fonctionnaires seront en vacances.

5 [09.09.14]

6 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

7 Est-ce qu'il est exact de dire également que les fonds pour les
8 côtés national et international de la Cour, c'est-à-dire les
9 juges et le personnel, seraient couverts et que les principaux
10 contributeurs feront une... prendront une décision instantanée
11 d'apporter les fonds nécessaires, pour autant qu'une décision
12 leur soit soumise en temps utile?

13 M. ROSANDHAUG:

14 Le principal groupe de contributeurs considère les deux parties
15 de la Cour. Je ne sais pas quelle sera la décision finale du
16 groupe principal de contributeurs et je ne peux pas spéculer
17 là-dessus.

18 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

19 Jusqu'à ce que les fonds aient été approuvés, le recrutement de
20 personnel ou la désignation de ce deuxième collègue ne pourront
21 pas commencer. Est-ce exact?

22 M. ROSANDHAUG:

23 Oui, c'est exact. Il nous faut un aval des principaux groupes de
24 contributeurs.

25 [09.10.22]

6

1 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

2 Si... donc, si la décision ne nous arrive... n'est pas prise
3 avant le Nouvel An, c'est-à-dire début janvier, si cela dépend du
4 groupe des principaux contributeurs, donc, combien de temps avant
5 que les fonds soient au moins promis, si pas mis en banque?

6 M. ROSANDHAUG:

7 Donc, le processus de recrutement pourra commencer dès l'instant
8 où la décision aura été prise.

9 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

10 Mais la mise en place du personnel pour un deuxième collègue de
11 juges ne peut pas se produire avant que les fonds aient été
12 effectivement mis en place. Est-ce exact?

13 M. ROSANDHAUG:

14 Non, ça n'est pas le cas, en fait. La mise en place des
15 individus, en fait, peut commencer à la date de la décision.

16 [09.11.21]

17 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

18 Donc, en résumé, dès que le Président aura pris une décision, un
19 deuxième collègue pourra être mis en place, pour autant que ce
20 soit sa décision, et son personnel pourra être mis en place, pour
21 autant que ce soit également sa décision?

22 M. ROSANDHAUG:

23 Non, la décision dont je parle et à laquelle je fais référence,
24 c'est l'aval du groupe des principaux donateurs... contributeurs.

25 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

7

1 Et vous me dites que ce groupe en fera sa priorité première une

2 fois passés les congés de fin d'année à New York?

3 M. ROSANDHAUG:

4 Ce que je peux vous dire, c'est qu'ils ont accordé à cette

5 demande la priorité la plus élevée.

6 [09.12.08]

7 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

8 Vous nous avez dit hier que le temps dont on aurait besoin pour

9 engager le personnel se compterait en semaines. C'est en tout cas

10 l'expérience de cette Chambre et peut-être d'autres Chambres

11 également que "plusieurs semaines", cela signifie, finalement,

12 environ deux mois au moins. Êtes-vous d'accord avec cette

13 estimation?

14 M. ROSANDHAUG:

15 Oui, je n'ai pas de problème pour accepter cela.

16 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

17 Et, dans le cas des magistrats pour un collège, cela pourrait

18 prendre plus longtemps, beaucoup plus longtemps que cela, dans la

19 mesure où ceux-ci devraient pouvoir se mettre en disponibilité

20 par rapport à leurs activités existantes. Est-ce exact?

21 M. ROSANDHAUG:

22 Oui, c'est exact pour ceux qui seraient choisis en dehors des

23 CETC. Pour ceux qui seraient à l'intérieur et déjà en fonction,

24 le délai serait plus court.

25 [09.13.08]

8

1 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

2 Et, en ce qui concerne le Conseil suprême... supérieur de la
3 magistrature, les juges qui n'auront pas déjà fait l'objet d'une
4 décision devront faire l'objet d'une telle décision d'approbation
5 par ce conseil suprême, et ceci prendra un certain temps
6 également.

7 M. ROSANDHAUG:

8 Oui, c'est exact.

9 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

10 Donc, tournons-nous maintenant vers l'exemple de l'aval du
11 procureur adjoint, côté national (sic). Combien de temps a-t-il
12 fallu au Conseil suprême de la magistrature pour qu'il donne son
13 aval à sa nomination, qui a été annoncée hier? Côté
14 international, donc.

15 M. KRANH TONY:

16 D'après mes souvenirs, je dis que ça prendrait... cela prendrait
17 moins d'un mois.

18 [09.14.11]

19 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

20 Et est-ce effectivement le temps qu'il a fallu dans ce cas
21 précis, pour ce procureur adjoint, côté international, ou est-ce
22 votre évaluation du temps qui serait requis à l'avenir pour
23 procéder à ces nominations et obtenir l'aval sur les noms des
24 personnes?

25 M. KRANH TONY:

9

1 Sur la base de notre expérience passée, l'estimation d'un délai
2 d'un mois nous semble être le temps le plus long. Généralement,
3 cela prend entre trois et quatre semaines.

4 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

5 Bien.

6 Je ne vais que très brièvement aborder la question du processus
7 de subvention.

8 Est-il exact que le processus de subvention, à l'heure actuelle,
9 s'il est adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies,
10 couvrira le financement pour 2014 du volet international,
11 potentiellement du volet national, à l'exclusion des juges du
12 volet national, à moins que la Cinquième Commission accepte
13 l'amendement proposé, qui inclut les juges du volet national?

14 [09.15.43]

15 M. ROSANDHAUG:

16 Sous réserve des conditions imposées par la Cinquième Commission,
17 vous avez effectivement raison.

18 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

19 Et ce processus de subvention est un processus, si je ne me
20 trompe, qui exige l'accord ou l'absence d'objection de tous les
21 membres de l'Assemblée générale. Est-ce exact?

22 M. ROSANDHAUG:

23 Oui, c'est exact. Donc... et tous les États membres sont
24 représentés à la Cinquième Commission.

25 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

10

1 Dès lors, la décision ne doit pas attendre la tenue de la
2 convocation de la prochaine Assemblée générale, qui se déroulera
3 fin de l'année prochaine?

4 [09.16.21]

5 M. ROSANDHAUG:

6 C'est exact. La décision pourra même être prise en décembre.

7 M. LE PRÉSIDENT:

8 Juge Lavergne, vous avez la parole.

9 M. LE JUGE LAVERGNE:

10 Merci, Monsieur le Président. Bonjour à tous et à toutes.

11 Quelques questions de suivi.

12 Tout d'abord, nous avons compris de ce que vous nous avez dit ce
13 matin que le groupe des principaux donateurs ou principaux
14 contributeurs s'était montré intéressé par l'idée d'un deuxième
15 collège de juges et qu'il était prêt à examiner cette demande de
16 façon relativement urgente.

17 Est-ce que vous pouvez nous dire quelle information, précisément,
18 a été fournie au groupe des principaux donateurs et qui a fourni
19 les informations, sachant qu'a priori, au jour d'aujourd'hui,
20 aucune estimation chiffrée n'a été effectuée?

21 [09.17.45]

22 M. ROSANDHAUG:

23 En ce qui concerne la terminologie, le groupe des principaux
24 contributeurs n'a pas manifesté d'intérêt pour un deuxième
25 collège. Ils sont conscients du débat public qui intègre le

11

1 concept d'un deuxième collège et du fait que ça a été discuté au
2 niveau de la Cour suprême. J'ai attiré leur attention sur le fait
3 que c'est un débat qui est toujours en cours et je leur ai
4 demandé de se montrer disponibles pour une prise de décision si
5 cela était nécessaire, et ils ont accepté d'être... de faire
6 preuve de disponibilité, et ce, de manière prioritaire, pour
7 cette question si elle devait s'avérer exacte.
8 Deuxièmement, en ce qui concerne l'établissement des coûts et le
9 fait qu'il n'a pas été fait, c'est exact, mais je l'ai fait après
10 notre discussion d'hier. Donc, si vous le désirez, je puis vous
11 proposer les montants aujourd'hui.
12 [09.18.45]
13 Très bien. Donc, la Chambre d'instance, telle qu'elle est
14 aujourd'hui, avec son personnel, représente un budget de 1,1
15 million pour le personnel et 640 000 pour les juges du volet
16 international. Et le montant correspondant pour le volet national
17 est de 15 000... mensuel, hein? Ce sont des chiffres mensuels; il
18 faut que je multiplie. Excusez-moi.
19 Donc... donc, pour le volet Nations Unies, c'est annuel.
20 Malheureusement, je n'avais que des chiffres mensuels pour le
21 volet national, donc il n'y a pas d'équivalence directe et...
22 mais ça représente 1,8 million en ce qui concerne le volet
23 international de la Chambre de première instance, et le montant
24 correspondant est de soixante... est de 38 000 mensuels pour le
25 volet national, donc il faut multiplier par 12.

12

1 Donc, la durée porte sur six mois, et, si j'ai bien compris, il
2 est prévu que le verdict pour la première partie du procès serait
3 prononcé en première moitié de l'année, et donc les coûts de
4 personnel couvriraient un maximum de six mois, de janvier à juin,
5 suite à quoi il serait possible, sur la base de ce calcul, de
6 revoir les chiffres au niveau du volet international, pour autant
7 que l'on inclue les juges et le personnel et qu'ils restent au
8 même niveau, entre 900 000 et 1 million de dollars, et pour le
9 volet national, pour six mois, 225 000 dollars.

10 Je vous remercie.

11 [09.20.44]

12 M. LE JUGE LAVERGNE:

13 Merci pour ces précisions.

14 Donc, je comprends que le groupe des principaux donateurs a eu
15 son attention attirée par vous-même.

16 Vous avez entendu, au cours de la journée d'hier, un certain
17 nombre d'informations, et je suppose que, lorsque cette idée du
18 deuxième collège de juges a été présentée, c'est à la fois avec
19 l'idée que cela serait un gain en termes de rapidité pour le
20 procès et que cela, effectivement, aurait aussi un effet
21 bénéfique quant aux dépenses totales du tribunal.

22 Or, il y a quand même un certain nombre d'informations qui
23 permettent, en tous les cas, de discuter du bien-fondé de tels
24 postulats. Vous avez notamment entendu hier le coprocureur
25 international nous dire que, si un nouveau collège de juges

13

1 venait à être désigné, cela entraînerait bien évidemment une
2 révision assez importante en termes de prévisions de délais pour
3 le procès. C'est un des aspects.

4 Mais ce que je voulais savoir, c'est, puisque vous avez été celui
5 qui a fourni ces informations: est-ce que vous comptez, à l'issue
6 de cette réunion de mise en état, transmettre des compléments
7 d'information aux principaux groupes des principaux donateurs?

8 Est-ce qu'il va y avoir une nouvelle réunion prochainement?

9 Comment... comment les principaux donateurs vont-ils être informés
10 de ce que nous discutons aujourd'hui?

11 [09.22.45]

12 M. ROSANDHAUG:

13 D'après ce que j'ai compris de la proposition de l'Accusation,
14 c'est que le panel commence avec les juges déjà nommés et que
15 l'on ajoute du personnel si nécessaire. C'est ce que j'ai compris
16 hier, en tout cas.

17 En ce qui concerne la deuxième partie de votre question, je suis
18 en contact de manière routinière avec le groupe des principaux
19 donateurs. J'ai mon contact à New York; il s'agit du Département
20 des affaires sociales et économiques, la "DESA", et l'expert
21 social, M. David Scheffer. Donc, voilà le canal d'échange
22 d'informations. Je suis donc en dialogue régulier avec les
23 donateurs en ce qui concerne le fonctionnement de la Cour et ses
24 exigences.

25 M. LE JUGE LAVERGNE:

14

1 Voilà. Donc, en fait, c'est par le canal de M. David Scheffer que
2 les principaux donateurs vont être informés de ce... des
3 difficultés éventuellement liées à l'établissement d'un deuxième
4 panel, sachant qu'en même temps, sauf erreur de ma part, le
5 groupe des principaux donateurs vous demande de réduire le budget
6 que vous avez présenté d'un montant qui, si j'ai bien entendu,
7 est de l'ordre de 2 millions de dollars. Est-ce exact?

8 [09.24.25]

9 M. ROSANDHAUG:

10 Oui. Donc, l'une de plusieurs des sources dont... avec lesquelles
11 j'ai des contacts. Il ne monopolise pas mes contacts. Cependant,
12 j'ai des contacts également par le biais du Secrétariat à New
13 York, c'est-à-dire le Département des affaires sociales et
14 économiques.
15 Et, en fait, la discussion portant sur le deuxième collège n'est
16 pas liée au processus budgétaire. Comme je l'ai dit, le processus
17 budgétaire ne comporte aucune référence à un deuxième collège. Il
18 s'agit donc d'une filière distincte en cours. Et ce qu'ils nous
19 demandent de faire, c'est de garantir que la procédure soit aussi
20 efficace que possible du point de vue des coûts, ce qui est une
21 requête permanente des donateurs depuis 2006. Le deuxième collège
22 ne fait pas l'objet d'un débat spécifique car aucune requête
23 spécifique ne leur a été soumise. Comme je l'ai dit, ils ont été
24 mis au courant de la discussion en cours au sein de notre Cour,
25 et je les tiens informés de manière à ce qu'ils puissent

15

1 rapidement prendre une décision si une demande leur est soumise.

2 [09.25.48]

3 M. LE JUGE LAVERGNE:

4 Bien. Je présume que, pour les principaux contributeurs, l'aspect
5 financier des coûts va être une question essentielle.

6 Mais, maintenant, j'aimerais passer à un sujet différent,
7 puisque, là, nous parlions du budget. J'aimerais que nous
8 revenions à cette question de la subvention.

9 Vous nous avez dit "il s'agit de collecte de fonds", donc une
10 approche différente du problème. Et nous savons donc que, si
11 cette proposition de subvention est adoptée, les dépenses seront
12 directement imputées sur le budget général des Nations Unies.
13 Pour que la subvention soit adoptée, est-il exact qu'il faut que
14 l'ensemble des États membres des Nations Unies donnent leur
15 accord? En quelque sorte, est-il nécessaire qu'il y ait une
16 décision unanime des États membres des Nations Unies exprimée au
17 cours de l'Assemblée générale pour que cette subvention soit
18 acceptée?

19 [09.27.12]

20 M. ROSANDHAUG:

21 En ce qui concerne la première partie de la question, ce coût est
22 une préoccupation du groupe des principaux donateurs, mais, en
23 fait, ils fonctionnent sur la base d'un processus accéléré, donc
24 ils sont... ils se tiennent prêts à intervenir de manière rapide,
25 dès lors qu'une décision aura été prise.

16

1 Deuxièmement, il s'agit d'une question de majorité, en ce qui
2 concerne la deuxième partie de votre question.

3 M. LE JUGE LAVERGNE:

4 Donc, il suffit d'une décision de la majorité de l'Assemblée
5 générale pour que la subvention soit adoptée.

6 M. ROSANDHAUG:

7 En fait, c'est au sein de la Cinquième Commission, donc pour que
8 l'on ait bien compris qu'il ne s'agit pas de 193 votants. Donc,
9 ça se limite à la Cinquième Commission, où tous les États sont
10 représentés. C'est le Comité des finances de l'Assemblée
11 générale. Les États membres y sont représentés dans cette entité
12 plus restreinte. Et, lorsqu'un vote a lieu, le processus est
13 terminé. Une fois que la décision est prise en Cinquième
14 Commission, elle est prise; aucun État membre ne peut ensuite
15 intervenir pour un... opposer son veto par rapport aux 192 autres
16 États.

17 [09.28.42]

18 M. LE JUGE LAVERGNE:

19 Et la décision au sein du Cinquième Comité est une décision qui
20 est prise à la majorité ou à l'unanimité?

21 M. ROSANDHAUG:

22 Si... Je pense qu'il s'agit d'un vote à la majorité, mais... mais
23 vu le feu des questions portant sur cet aspect des choses, je
24 vais vérifier. Mais, de prime abord, il me semble que c'est un
25 vote majoritaire. Et je reviendrai vers vous pour vous donner une

17

1 réponse définitive.

2 M. LE JUGE LAVERGNE:

3 Merci, Monsieur le directeur.

4 M. LE PRÉSIDENT:

5 Je vous remercie.

6 Je donne à présent la parole aux parties pour aborder le point 2
7 de l'ordre du jour, qui porte sur les aspects administratifs de
8 la mise en état dans le dossier numéro 002 ainsi que des
9 questions supplémentaires posées par les juges internationaux au
10 directeur en fonction et directeur adjoint du Bureau de
11 l'administration.

12 Je donne à présent la parole au Bureau des coprocurateurs, qui
13 pourront poser leurs questions, pour autant qu'ils en aient. Je
14 vous en prie.

15 [09.30.15]

16 M. KOUMJIAN:

17 Merci, Monsieur le Président. Bonjour, Mesdames, Messieurs les
18 juges.

19 Mme Chea Leang n'est pas en mesure d'assister à la réunion car
20 elle a d'autres engagements. Elle m'a demandé de poser une
21 question au directeur par intérim. J'aimerais donc commencer par
22 sa question à elle.

23 Elle m'a dit que, sur la base du processus budgétaire, elle a
24 déjà supprimé deux postes de la composante cambodgienne pour 2014
25 et elle a récemment reçu une demande de suppression de deux

18

1 autres postes en plus.

2 Compte tenu le travail qu'aura peut-être à faire l'Accusation

3 l'année prochaine, avec un appel dans le premier procès, avec,

4 nous l'espérons, le début du deuxième procès également et avec,

5 également, des demandes de dépôt d'écritures dans les dossiers 3

6 et 4, y aura-t-il des fonds du budget national, éventuellement au

7 titre du fonds pour imprévus, pour mener à bien le travail qui

8 nous attend?

9 [09.31.43]

10 M. KRANH TONY:

11 Bonjour, Mesdames, Messieurs les juges. Bonjour à toutes les

12 parties ici présentes.

13 Par souci d'efficacité au sein de notre Bureau de

14 l'administration, certains postes n'ont pas été renouvelés. Cela

15 ne concerne pas seulement l'Accusation, mais également d'autres

16 bureaux. Nous l'avons fait en consultation avec les bureaux et

17 sections concernés.

18 Concernant 2013, le budget a déjà été adopté et mis en œuvre. En

19 ce qui concerne le budget pour le personnel autre que le

20 personnel ordinaire, nous pouvons utiliser ce type de fonds au

21 cas par cas pour 2014, en fonction des besoins pour 2014 et 2015.

22 M. KOUMJIAN:

23 Dans le suivi de la question de ma consœur, j'ai moi-même

24 également une question de suivi suite à la première question de

25 la juge Cartwright. Il s'agissait de savoir si, au cas où de

19

1 nouveaux juges ou de nouveaux personnels seraient disponibles...
2 savoir si le fonds pour imprévus pourrait couvrir cela.
3 Le directeur a répondu que oui, mais y a-t-il un fonds pour
4 imprévus au sein de la composante nationale? Je pense que ce type
5 de budget porte un autre nom. Ce serait donc un budget de la
6 composante nationale qui couvrirait les imprévus et qui pourrait
7 inclure des juges ou du personnel cambodgien.

8 [09.33.57]

9 M. ROSANDHAUG:

10 La première partie de votre commentaire me concerne. Ma réponse
11 sera non, le budget international ne peut pas couvrir la
12 composante nationale, mais les bailleurs de fonds sont prêts à
13 examiner toute demande, qu'elle émane de la composante
14 cambodgienne ou internationale du tribunal. Il s'agit du même
15 organe, des mêmes gens.
16 Pour le budget national, il n'y a pas de poste pour imprévus,
17 mais il y a ce qu'on appelle le "GTA", assistance technique
18 générale. Et, ici, il y a des périodes où le travail est plus
19 important, et là on peut puiser dans ces fonds. Donc, il y a une
20 prévision d'une charge de travail accrue par moments.

21 M. KOUMJIAN:

22 Par rapport à la question du besoin d'effectifs nouveaux pour le
23 début du procès 002, est-ce que ce fonds technique spécial dont
24 vous avez parlé, dont le nom m'échappe... est-ce qu'il pourrait
25 être utilisé pour financer le recours à du personnel

20

1 supplémentaire?

2 M. KRANH TONY:

3 Oui.

4 [09.35.28]

5 M. KOUMJIAN:

6 Dans le suivi de la question des juges sur la question de la
7 disponibilité des fonds, si une décision est prise comme quoi il
8 faut d'autres juges ou d'autres personnels, hier, j'ai cru
9 comprendre - corrigez-moi, le cas échéant -... Ça concerne le
10 directeur adjoint. 2,7 millions de dollars sont disponibles,
11 n'est-ce pas? Et, à ce stade, il y a aussi 4 millions sous la
12 forme d'annonces fermes de contribution. Ces fonds, donc,
13 seraient disponibles pour verser les émoluments de ce personnel,
14 n'est-ce pas?

15 M. ROSANDHAUG:

16 Ces montants concernent la composante internationale du budget.
17 Le solde de 2,7 dont vous avez parlé, ça, c'est le solde qui
18 devrait rester à la fin de l'année. Et, effectivement, des
19 annonces de contributions ont été faites pour l'année prochaine.

20 M. KOUMJIAN:

21 Est-ce que ces fonds seront disponibles l'année prochaine pour
22 financer le recours à du personnel supplémentaire ou de la
23 Chambre, si nécessaire, ou, le cas échéant, pour financer de
24 nouveaux juges, ce qui n'est pas notre proposition?

25 [09.36.50]

21

1 M. ROSANDHAUG:

2 Ce sont des fonds qui sont en banque; ils peuvent être utilisés
3 pour n'importe quoi.

4 M. KOUMJIAN:

5 Merci. J'en ai fini. Terminé.

6 M. LE PRÉSIDENT:

7 Merci.

8 Je donne la parole aux coavocats principaux pour les parties
9 civiles s'ils souhaitent poser des questions.

10 Me YE:

11 Merci. Bonjour à tous et à toutes. Quelques questions de suivi à
12 poser aux deux fonctionnaires ici présents.

13 Tout d'abord, suite à la question de l'Accusation concernant les
14 annonces de contributions, on nous dit que des promesses ont été
15 faites, qu'il y a des fonds pour la composante internationale.

16 Ma question porte sur la composante cambodgienne. Est-ce que des
17 annonces ont déjà été faites pour 2014-2015, pour ce qui est de
18 la composante cambodgienne?

19 [09.38.03]

20 M. KRANH TONY:

21 Comme je l'ai dit, nous devons à présent attendre l'adoption de
22 la proposition de budget commune, adoption qui devra intervenir
23 au niveau du groupe des États intéressés. Après adoption, notre
24 demande et les besoins y afférents seront examinés. À ce stade,
25 seul le gouvernement cambodgien a confirmé qu'il versera le même

22

1 montant pour le financement de la composante nationale.

2 Me YE:

3 Dans ce contexte, hier, vous avez dit que, depuis 2008, il y
4 avait des problèmes de liquidités pour la composante
5 cambodgienne. Est-ce qu'à votre avis ce même problème va se poser
6 à nouveau dans les années à venir, pour ce qui est des liquidités
7 disponibles?

8 M. KRANH TONY:

9 À ce stade, il faut attendre. Aujourd'hui, les liquidités en
10 banque sont disponibles uniquement pour couvrir les émoluments de
11 la composante nationale pour le mois de décembre, et rien de
12 plus.

13 [09.39.38]

14 Me YE:

15 Si j'ai bien compris, s'il fallait recruter du personnel d'appui
16 cambodgien pour un deuxième collègue ou encore de nouveaux juges,
17 cela émarginerait à la composante nationale du budget, n'est-ce
18 pas?

19 M. KRANH TONY:

20 Oui.

21 Me YE:

22 Dans ce cas, le recrutement d'effectifs cambodgiens viendrait-il
23 aggraver les problèmes de liquidités dans les années à venir, au
24 cas où le budget national ne serait pas encore acquis?

25 M. KRANH TONY:

23

1 Nous avons connu ce type de turbulences depuis 2009. La question
2 du budget, c'est une chose, et la question des turbulences du
3 point de vue de la trésorerie, c'est autre chose. Nous avons
4 connu des problèmes pour le versement des salaires dans les
5 délais prévus, certes, mais en fin de compte le personnel a été
6 payé de façon sporadique. Il faudra attendre l'adoption du
7 budget, mais nous reconnaissons que nous avons connu certaines
8 turbulences pour le versement des salaires. Mais, d'après mes
9 prévisions, je ne pense pas que cela puisse mettre en péril le
10 recrutement d'effectifs supplémentaires si cela devait s'avérer
11 nécessaire.

12 [09.41.35]

13 Me YE:

14 Je n'ai plus de question.

15 M. LE PRÉSIDENT:

16 Merci, Maître.

17 À présent, je donne la parole aux équipes de défense, en
18 commençant par celle de Nuon Chea.

19 Avez-vous des questions à poser au directeur adjoint et au
20 directeur par intérim du Bureau de l'administration?

21 Me KOPPE:

22 Bonjour. Nous n'avons pas de question.

23 M. LE PRÉSIDENT:

24 Merci.

25 Qu'en est-il de la défense de M. Khieu Samphan? Avez-vous des

24

1 questions à leur poser?

2 Me GUISSÉ:

3 Bonjour, Monsieur le Président. Bonjour à Mesdames et Messieurs

4 de la Chambre. Bonjour à l'ensemble des parties. Juste, si vous

5 me le permettez, une question de précision, peut-être redondante,

6 mais je préfère que les choses soient précises.

7 [09.42.31]

8 J'ai compris des explications de M. le directeur adjoint, hier,

9 que le budget de la Défense pour les deux prochaines années était

10 confirmé avec la configuration actuelle... avec la composition

11 actuelle des équipes. Est-ce que c'est bien ce que je dois

12 comprendre? Il y a confirmation en l'état du même budget de la

13 Défense pour les deux années à venir que celle que nous venons de

14 couvrir. Est-ce que c'est bien exact?

15 M. ROSANDHAUG:

16 Si l'on s'en tient au dossier numéro 2, ceci est exact.

17 Me GUISSÉ:

18 Je vous remercie.

19 Donc, l'annonce qui avait été faite... en tout cas, le risque de

20 voir nos équipes diminuer à simplement deux personnes en soutien,

21 à savoir un case manager et un seul consultant international,

22 compte tenu des explications que nous avons reçues dans le cadre

23 de cette mise en état et du travail qui est effectué... et du

24 travail en cours, et sur la peine potentielle, et sur la

25 poursuite de 002/2, fait que ce risque de voir nos équipes

25

1 diminuer à la portion congrue peut être complètement écarté.

2 Est-ce que nous pouvons avoir cette assurance dès maintenant?

3 [09.44.22]

4 M. ROSANDHAUG:

5 La taille de l'équipe de défense ne dépend pas du budget, mais

6 bien de la charge de travail effective. À mon sens, la Section

7 d'appui à la défense se penche à nouveau sur les besoins en

8 effectifs dans la situation actuelle, depuis les réquisitoires et

9 plaidoiries et jusqu'au jugement.

10 Comme je l'ai dit, à ce stade, donc, la deuxième phase du dossier

11 numéro 2 n'est pas prévue. Nous considérons donc que c'est une

12 période creuse. Voilà le contexte de cette demande. Je pense

13 également que la Section d'appui à la défense n'a pas pris de

14 décision à ce stade, là-dessus.

15 Me GUISSÉ:

16 Donc, je comprends de vos explications que le risque n'est donc

17 pas écarté de voir nos équipes réduites à la portion congrue

18 d'une seule personne... enfin, de deux personnes, à savoir un

19 case manager et un consultant, compte tenu de votre appréciation

20 en l'état de ce qui est supposé être notre travail. Est-ce que je

21 dois comprendre cela?

22 [09.45.36]

23 M. ROSANDHAUG:

24 C'est exact. La considération principale n'est pas financière.

25 Me GUISSÉ:

26

1 Là, c'est une observation que je fais à l'égard de la Chambre:
2 vous comprendrez qu'en l'état les prochaines discussions seront
3 extrêmement importantes et vous comprendrez également que, compte
4 tenu de ce qui vient d'être annoncé par le Bureau de
5 l'administration, les possibilités de préparation de la Défense
6 sur les semaines à venir sont, pour moi, extrêmement difficiles à
7 prévoir. Et que l'on sache que ce n'est pas un manque de volonté
8 de la Défense, mais que ce sont des limites qui sont peut-être
9 posées et que nous ne maîtrisons pas. Voilà. Je tenais... c'était
10 un point que nous avons mis dans le cadre de la discussion à
11 l'ordre du jour. Mais que vous sachiez que lorsque... si nous
12 devons répondre à des écritures, si nous devons envisager plus en
13 détail les questions relatives à 002/2 et, également, les
14 questions relatives à l'appel, puisque la question de l'appel ne
15 se limite pas au jugement que vous allez rendre, mais également à
16 toutes les décisions qui ont été rendues, pour lesquelles nous
17 devons faire appel en même temps que la décision que vous allez
18 rendre... Et ça, je pense que c'est un élément extrêmement
19 important qui n'est pas forcément à l'esprit de l'extérieur et
20 même de certains membres de ce tribunal, mais je pense que c'est
21 important que vous compreniez que, dans le cadre de notre
22 organisation au sein des équipes de défense, nous puissions avoir
23 des problèmes, malgré les problèmes de... les questions de budget
24 qui semblaient être réglées. C'était un point que je pense
25 important de souligner en audience publique.

1 [09.47.32]

2 M. LE PRÉSIDENT:

3 Merci.

4 La parole est au coprocurateur international.

5 M. KOUMJIAN:

6 J'aimerais vous donner certaines informations émanant de mon

7 bureau qui pourraient répondre aux questions relatives aux

8 procédures de vote des commissions, notamment la Cinquième.

9 Sur l'Internet, nous avons trouvé que, d'après le Règlement de

10 l'Assemblée générale applicable aux commissions, règle 124.5,

11 ligne 85, il est dit que les décisions des commissions sont

12 prises à la majorité des voix des membres présents et votants.

13 Merci.

14 M. LE PRÉSIDENT:

15 Merci pour ces informations.

16 Nous allons à présent parler... passer au point 3, "Portée du

17 deuxième procès et d'éventuels procès ultérieurs dans le dossier

18 numéro 002". Il s'agit donc du troisième point.

19 [09.49.02]

20 La Chambre de la Cour suprême a laissé entendre que, dans

21 certaines conditions préalablement établies, il serait possible

22 que l'Accusation abandonne des chefs d'accusation au titre du

23 cadre juridique actuel des CETC. Ceci viendrait introduire un

24 facteur en plus dans la détermination de la portée d'un éventuel

25 deuxième procès. Cela soulève également des questions de droit

1 qu'il faudra examiner et trancher. Une telle question pourrait
2 relever de la Chambre dans sa composition actuelle ou, le cas
3 échéant, d'un deuxième collègue.

4 Selon le calendrier actuel, il n'y a pas assez de temps
5 d'examiner, à la présente réunion, cette question juridique
6 complexe. Toutefois, pour trancher définitivement la question, il
7 serait utile d'avoir une première discussion sur la portée de ce
8 deuxième procès en entendant l'avis préliminaire des parties.

9 Pour lancer ce processus et trancher la question dans un délai
10 raisonnable, la Chambre invite les parties à s'exprimer sur les
11 chefs d'accusation qu'elles souhaiteraient voir inclus dans un
12 deuxième procès.

13 [09.50.53]

14 Dans sa décision précédente à ce sujet, la Chambre de la Cour
15 suprême a déjà donné quelques indications sur un certain nombre
16 minimal de chefs d'accusation qui devraient être inclus dans le
17 deuxième procès, comme les chefs d'accusation relatifs à S-21, un
18 site de travail, une coopérative, ainsi que le chef d'accusation
19 de génocide.

20 Dans ce contexte, les parties sont priées d'indiquer quels chefs
21 d'accusation et/ou sites de crimes devraient, à leur avis, être
22 inclus dans le deuxième procès. Sur la base de vos propositions,
23 pourriez-vous donner une estimation de la durée du procès?

24 La parole est donnée à l'Accusation en premier lieu.

25 M. KOUMJIAN:

1 Merci, Monsieur le Président.

2 Je vais demander à M. Lysak de s'exprimer au nom de notre Bureau,
3 concernant nos projets pour le procès.

4 En guise d'introduction, voici ce que je dirais.

5 [09.52.13]

6 Nous vous avons soumis un plan par écrit afin de répondre à
7 toutes les exigences de la Cour suprême, en allant même au-delà.
8 Nous proposons, dans le deuxième procès, de juger toutes les
9 allégations restantes – autrement dit, génocide, tous les chefs
10 d'inculpation, crimes contre l'humanité, crimes de guerre; on
11 couvrirait les crimes commis contre chaque groupe cible, les
12 crimes à dimension sexuelle, mariages forcés, viols, tout cela
13 dans ce procès.

14 Nous pensons, d'après les témoins prévus, qu'il faudrait 96
15 journées d'audience pour couvrir tout cela. M. Lysak va vous
16 expliquer plus avant. Nous proposons cela pour accélérer les
17 audiences. Et tous les chefs d'accusation n'incluraient pas tous
18 les sites de crimes visés dans l'ordonnance de clôture.

19 Seraient par contre inclus tous les chefs d'accusation qui sont
20 dans le dispositif de la décision de renvoi. Selon nous, cela
21 remplira les conditions posées par la Cour suprême, et plus
22 important, ce faisant, le procès pourra être mené à bien dans un
23 délai raisonnable pour que le tribunal puisse accomplir sa
24 mission: examiner les chefs d'accusation de génocide, centres de
25 sécurité, torture, mariages forcés, viols. Selon nous, nous

30

1 pouvons le faire dans un délai raisonnable.

2 Je vais laisser à mon confrère le soin de compléter mon
3 intervention.

4 [09.54.08]

5 M. LE PRÉSIDENT:

6 Je vous en prie, allez-y.

7 M. LYSAK:

8 Merci. Bonjour.

9 Nous avons déposé notre proposition par écrit car elle est assez
10 détaillée. Nous pensons que cela aidera la Chambre et les autres
11 parties à examiner notre proposition. Je vais donc être
12 relativement bref. Je suis prêt à répondre aux éventuelles
13 questions et réagir aux observations éventuelles des autres
14 parties.

15 Notre proposition, dans une bonne partie, est le résultat de la
16 décision de la Cour suprême du mois de novembre. Cette Chambre a
17 ordonné deux choses: d'une part, que les audiences d'examen de la
18 preuve du deuxième procès commencent dès que possible; et
19 deuxièmement, que le deuxième procès inclue "au moins les chefs
20 d'accusation ayant trait à S-21, un chantier, une coopérative,
21 ainsi que le génocide".

22 [09.55.23]

23 Dans notre proposition écrite, pour une bonne part, nous nous
24 appuyons sur les instructions de la Cour suprême. Nous avons donc
25 inclus S-21, le génocide des Cham et Vietnamiens. La Chambre a

31

1 ordonné qu'une coopérative soit incluse. Il n'y a qu'un site de
2 crimes qui est une coopérative, dans l'ordonnance de clôture, et
3 c'est les coopératives du district de Tram Kak. Pour ce qui est
4 du chantier, notre premier choix serait le Barrage du 1er
5 janvier. C'était un grand chantier qui était représentatif de la
6 construction de projets hydrauliques, de canaux, de barrages, qui
7 était un aspect important de la dimension travail forcé du
8 Kampuchéa démocratique.

9 En outre, nous proposons quelques sites supplémentaires. Nous
10 l'avons fait compte tenu de la deuxième question qui découle de
11 la décision de la Cour suprême et qui est indiquée dans votre
12 mémorandum, à savoir: faut-il prévoir un troisième procès? Notre
13 réponse est non. Selon nous, dans le deuxième procès, il faudrait
14 inclure tous les chefs d'accusation restants ainsi que des sites
15 de crimes représentatifs. Ainsi, le deuxième procès pourra être
16 le dernier pour ces deux accusés.

17 [09.57.10]

18 Voilà les deux fondements de notre proposition. Nous avons donc
19 proposé quelques centres de sécurité supplémentaires ainsi qu'un
20 chantier supplémentaire. Ce faisant, les sites de crimes retenus
21 qui seront l'objet du procès... des procès 1 et 2 pris ensemble...
22 Donc, en additionnant tous les crimes des deux procès, on aurait
23 des sites de crimes de tout le pays, on aura couvert l'ensemble
24 des chefs d'accusation de la décision de renvoi. Ce faisant, nous
25 aurons jugé deux des trois transferts forcés, trois des six sites

32

1 de travail ou coopératives auront été couverts par ces deux
2 procès pris ensemble, cinq centres de sécurité et sites
3 d'exécution sur 14 auront été jugés, les quatre groupes ciblés
4 cités dans l'ordonnance de clôture auront été couverts dans le
5 procès, ainsi que les mariages forcés. Voilà donc le raisonnement
6 qui est à l'origine de notre proposition.

7 Je suis prêt à répondre aux éventuelles questions et à réagir aux
8 éventuelles observations de la Défense.

9 M. LE PRÉSIDENT:

10 La parole est au juge Lavergne.

11 [09.58.57]

12 M. LE JUGE LAVERGNE:

13 En fait, il y a un certain nombre de problèmes que nous allons
14 devoir aborder. Parmi ces problèmes, il y aura... s'agissant de la
15 durée du procès, il y aura tout d'abord à envisager quelles sont
16 les étapes nécessaires avant que nous puissions commencer des
17 audiences au fond et quelle sera la durée nécessaire pour
18 résoudre ces différentes étapes.

19 Ensuite, je pense qu'il y a peut-être des problèmes de
20 terminologie, de traduction, parce que, lorsque j'entends que
21 vous nous dites que vous proposez qu'on examine, dans le cadre du
22 prochain procès, l'ensemble des chefs d'accusation qui sont
23 contenus dans l'ordonnance de renvoi, je comprends en fait que ce
24 n'est pas l'ensemble des crimes, parce que "chef d'accusation",
25 en français en tous les cas, ça peut correspondre à chacun des

1 crimes spécifiques, mais en fait, quand vous dites "chacun des
2 chefs d'accusation", c'est les différentes catégories de crimes
3 spécifiques. C'est bien cela que nous devons comprendre.
4 [10.00.33]
5 J'ai une première observation concernant, donc, les indications,
6 tout d'abord, de délais. On reviendra sur le contenu un peu plus
7 tard. Mais est-ce que vous pouvez nous dire comment vous avez
8 calculé le temps nécessaire pour chacun des témoins, experts ou
9 parties civiles que vous avez... dont vous avez envisagé la
10 convocation? Parce que ce qui m'a frappé à la première lecture du
11 document que vous nous avez transmis, c'est que la grande, grande
12 majorité des témoins que vous proposez, vous proposez qu'ils
13 soient entendus sur une demi-journée ou trois quarts de jour.
14 Est-ce que cette indication correspond au temps qui est
15 nécessaire pour vous, procureurs, à interroger ces témoins ou
16 est-ce que c'est une indication de temps qui correspond à
17 l'interrogatoire par toutes les parties? Parce que je suis assez
18 surpris, mais il me semble que le nombre de témoins que la
19 Chambre a pu entendre une fois que toutes les parties ont posé
20 leurs questions... qu'elle a pu entendre en moins d'une journée,
21 c'est assez exceptionnel. Jusqu'à présent, la majorité des cas,
22 c'est au moins un jour d'audience pour l'audition d'un témoin ou
23 d'une partie civile.
24 Alors, est-ce que vous pouvez nous apporter des clarifications?
25 Est-ce que c'est le temps nécessaire pour l'interrogatoire des

34

1 procureurs ou pour toutes les parties?

2 [10.02.44]

3 M. LYSAK:

4 Je vous remercie, juge Lavergne.

5 Je vais commencer par votre premier commentaire. Je vous confirme
6 que votre observation est juste. Lorsque nous disons que tous les
7 chefs feraient l'objet, nous pensons effectivement des faits...
8 donc, des faits de génocide, de crimes contre l'humanité et les
9 différentes violations de la Convention de Genève. Donc, nous
10 pensons à des faits et nous pensons que le nombre de sites où ces
11 crimes ont été commis pourrait être réduit.

12 En ce qui concerne la proposition en ce qui concerne les temps
13 prévus, les temps que nous suggérons sont des temps totaux. Et ce
14 que nous avons essayé de faire à ce stade, c'est d'effectuer une
15 distinction au niveau des témoins. Lorsqu'il s'agit d'un témoin
16 que nous considérons comme étant un témoin pouvant témoigner au
17 sujet d'un crime donné et spécifique plutôt qu'un témoin couvrant
18 des questions plus vastes pour effectuer un lien ou quelqu'un qui
19 était un cadre et qui a participé au fonctionnement d'un centre
20 de sécurité, nous accordons plus de temps pour la dernière
21 catégorie de témoins. Mais pour les témoins sur des faits précis,
22 nous pensons que le témoignage pourrait être plus court et nous
23 pensons que nous devrions pouvoir passer en revue les témoignages
24 spécifiques dans un temps assez bref.

25 [10.04.35]

35

1 Et le temps qui a été alloué dans le premier procès, à ce sujet,
2 je tiens à rappeler à la Chambre que nous avons... pendant une
3 semaine ou deux semaines, nous avons entendu aussi une série de
4 parties civiles qui se sont présentées à la Cour et qui ont
5 expliqué ce qui leur était arrivé au cours des transferts forcés
6 et les souffrances qu'elles avaient endurées et que nous avons
7 entendu quatre personnes par jour au cours de cette période. Et
8 donc ces parties civiles ont été entendues en un quart de journée
9 chacun. Nous ne suggérons pas que ces témoignages ne prennent
10 qu'un quart d'une journée, mais nous suggérons que bon nombre de
11 ces témoins qui ne peuvent relater qu'un nombre limité de faits
12 pertinents par rapport à l'affaire... que l'on essaie de faire en
13 sorte d'aller assez vite en matière de témoignage venant de ces
14 personnes.

15 Bien entendu, les autres parties pourront avoir un point de vue
16 différent. Il se peut que la Défense ou qu'une autre partie dise:
17 "Nous considérons que cette personne est particulièrement
18 importante et nous aurons besoin de plus d'une demi-journée pour
19 procéder à un interrogatoire complet." Donc, il se peut qu'à ce
20 moment-là nous devions prendre des décisions.

21 [10.05.38]

22 Mais telle était la philosophie qui sous-tendait notre
23 proposition en ce qui concerne les témoins: d'effectuer une
24 distinction entre les témoins qui ont un champ de témoignage plus
25 complexe par rapport à ceux qui témoigneront sur des faits

36

1 spécifiques.

2 M. LE JUGE LAVERGNE:

3 Première question: est-ce que, pour établir ces durées

4 estimatives, vous avez eu des consultations avec les autres

5 parties, avec les coavocats principaux ou avec la Défense?

6 M. LYSAK:

7 Monsieur le juge, nous avons eu des consultations avec les

8 parties civiles en général, en ce qui concerne le projet, plus

9 sur la question des sites de crimes plutôt que sur la question de

10 l'interrogatoire des témoins.

11 Donc, la réponse à votre question, c'est que nous avons

12 effectivement eu des discussions concernant la portée du procès,

13 mais pas sur les questions de durée de déposition des témoins.

14 [10.07.10]

15 M. LE JUGE LAVERGNE:

16 Alors, pour revenir sur l'expérience que nous pourrions avoir en

17 ce qui concerne l'audition des témoins et des parties civiles, il

18 est exact que nous avons pu entendre un certain nombre de parties

19 civiles s'exprimer et venir témoigner dans des délais extrêmement

20 courts et que, parfois, nous avons pu entendre plusieurs parties

21 civiles dans la même journée. Mais je tiens quand même à rappeler

22 que ces parties civiles étaient censées n'être entendues que sur

23 les souffrances qu'elles avaient subies et qu'elles n'étaient pas

24 censées apporter des éléments de preuve au fond.

25 Deuxième chose. Vous nous dites: "Nous avons fait une distinction

1 entre les témoins dont le témoignage pourra être général, pourra
2 concerner la structure, pourra apporter des précisions
3 essentielles sur la responsabilité des accusés et puis les
4 témoins qui vont venir témoigner sur des crimes ou des sites
5 spécifiques."

6 [10.08.16]

7 Je prendrai simplement comme exemple Tuol Po Chrey. Il me semble
8 que c'est un site spécifique. Il me semble qu'à l'origine vous
9 aviez prévu que nous n'entendions que deux témoins. Il semble que
10 ce n'ait pas été tout à fait suffisant; nous avons dû entendre un
11 certain nombre d'autres témoins. Or, pour ces témoins sur des
12 sites spécifiques, il me... si j'ai bonne mémoire, nous avons passé
13 beaucoup plus que une journée par témoin.

14 Donc, j'aimerais savoir si, véritablement, votre estimation est
15 basée sur l'expérience passée ou si vous envisagez de modifier
16 radicalement la façon dont on a procédé jusqu'à maintenant, parce
17 que je ne vois pas très bien comment les choses pourraient
18 cadrer.

19 M. LYSAK:

20 Je vous remercie, juge Lavergne.

21 Non, nous ne suggérons aucune modification radicale. Mais, si
22 l'on jette un regard rétrospectif sur les témoins, concernant le
23 premier mouvement, vous constaterez que bon nombre des personnes
24 qui ont été entendues par la Cour ont passé moins d'une journée
25 en audience; pas tous, mais bon nombre d'entre ces personnes. En

38

1 autre, pendant la meilleure partie du procès, nous avons deux
2 (sic) équipes de défense, et cela va modifier des choses par
3 rapport à la situation que nous envisageons. Donc, il y a aura
4 une équipe de défense en moins.

5 [10.09.46]

6 Donc, si d'autres parties ont le sentiment ou si la Chambre a le
7 sentiment que l'estimation de temps n'est pas suffisante pour
8 procéder à l'audition complète de ces témoins et s'il apparaît
9 que, vu ce que ces témoins auront à dire sur ces questions, le
10 temps doit être allongé, nous pourrons le faire. Ce que nous
11 avons fait, ça a été d'examiner les déclarations des témoins,
12 leurs dépositions sur la base des éléments de faits probants
13 qu'ils pourraient fournir à la Cour, à la Chambre, et en
14 proposant le délai minimum qui pourrait être requis pour que ces
15 gens soient pleinement entendus.

16 M. LE JUGE LAVERGNE:

17 Il y a autre chose qui m'a frappé à la lecture de vos écritures,
18 c'est la comparaison qu'on peut faire avec le procès qui vient de
19 se conclure.

20 Le procès 002/1 a duré pendant 220 journées d'audience, et, au
21 cours de ces 220... à l'issue de ces 220 journées d'audience,
22 nous avons entendu un total de 90 personnes.

23 Donc, quand vous suggérez 96 jours, est-ce que vous pouvez nous
24 dire si vous avez une idée de la durée totale des jours
25 d'audience qu'il faudrait consacrer pour ce prochain procès?

1 [10.11.47]

2 M. LYSAK:

3 Alors, une précision. Les 96 jours, ce serait le temps total
4 requis sur la base du total du temps d'audition des témoins
5 proposés par nous. 96 jours, cela ne représente que notre
6 proposition du temps qui serait requis pour procéder à l'audition
7 de ces témoins. Il est évident que les parties civiles et la
8 Défense pourront présenter des témoins supplémentaires, et la
9 Chambre pourra décider d'entendre des personnes supplémentaires
10 également.

11 Donc, en ce qui concerne la comparaison avec le premier procès -
12 je suis heureux que vous ayez posé la question -, il y a une
13 différence, à mon avis, entre la répartition des témoins en
14 pourcentage de ce que j'appellerais les "témoins complexes" ou
15 "de liaison" que nous avons eus pour le premier procès et ceux
16 que nous aurons pour le deuxième.

17 Pour le premier procès, vous vous souviendrez que votre
18 ordonnance avait déterminé qu'il fallait fournir les fondements
19 des procès à venir et qu'une bonne partie du temps, au cours de
20 ce premier procès, a été consacré à des témoins qui ont pu
21 décrire la complexité des mécanismes de communication du régime,
22 des rôles des accusés respectifs, des différentes organisations
23 du Kampuchéa démocratique et de leurs attributions, et ceci,
24 c'était le fait de témoins complexes qui avaient besoin de temps.

25 [10.13.29]

40

1 Pour ce procès, il y aura beaucoup moins de témoins de cette
2 nature à entendre parce que nous avons déjà entendu la plupart de
3 ceux qui pouvaient témoigner lors du premier procès, et c'est ce
4 qui fonde notre proposition, c'est le fait qu'il ne sera pas
5 nécessaire de répéter les éléments de preuve qui ont déjà été
6 fournis lors du premier procès, que ces documents feraient partie
7 du dossier. Et de ce fait, dès lors, il nous reste une cohorte
8 beaucoup moins importante de ce que j'appelle les "témoins
9 complexes" qui devraient être entendus et un plus grand nombre de
10 témoins qui expliqueraient par témoignage des circonstances
11 spécifiques. Et je pense qu'au cours de ce deuxième procès vous
12 aurez la possibilité d'entendre un plus grand nombre de témoins
13 sur une période plus courte.

14 J'espère que ceci répond à votre question.

15 M. LE JUGE LAVERGNE:

16 Au cours du procès qui vient de se terminer, nous avons consacré
17 un nombre de journées d'audience relativement conséquent à la
18 discussion de documents. Nous avons eu aussi à régler différents
19 problèmes de procédure. Nous verrons tout à l'heure, je pense,
20 quelles sont les étapes à franchir avant d'arriver aux audiences
21 au fond.

22 Mais est-ce que vous avez une première estimation de la durée
23 totale des audiences au fond qui serait nécessaire pour conclure
24 le prochain procès?

25 [10.15.26]

41

1 M. LYSAK:

2 Notre estimation, Mesdames et Messieurs les juges, en ce qui
3 concerne la partie de preuve, serait entre 12 et 18 mois. Il y a
4 un certain degré d'incertitude à ce stade parce que nous ne
5 savons pas quel sera le nombre de témoins présentés par la
6 Défense et combien de témoins seront proposés par les coavocats
7 principaux. Donc, nous ne fournissons qu'une estimation du temps
8 qui serait requis pour arriver au terme de cette procédure, sur
9 la base des 96 jours que nous avons mis en valeur et tenant
10 compte du fait que les autres parties auront des témoins et qu'il
11 faudra également un temps supplémentaire au niveau des audiences
12 à huis clos.

13 Donc, il y aura moins de temps, à notre avis, requis pour les
14 audiences documentaires si l'on accepte notre proposition qui
15 vise à déterminer que ce qui a été admis et reçu au premier
16 procès reste recevable au deuxième, car la masse des documents
17 qui ont été proposés par nous pour la totalité du dossier 002 ont
18 déjà été versés. Il y a quelques documents portant sur S-21, sur
19 le district de Tram Kak, mais, encore une fois, la majorité des
20 documents que nous avons présentés pour la totalité du dossier
21 002, pour ces deux sites, ont déjà été versés au dossier. Les
22 autres documents sont exactement de la même nature que les
23 documents qui avaient déjà été considérés comme étant recevables.

24 [10.17.10]

25 Donc, ce que je dis ici, c'est que nous aurons effectivement

1 besoin d'un certain temps pour les audiences documentaires, mais
2 nous pensons que le temps requis sera moindre que celui requis
3 lors du premier procès car un bon nombre des documents auront
4 déjà été considérés comme recevables au cours du premier procès.

5 M. LE JUGE LAVERGNE:

6 Alors, cette question du temps nécessaire pour l'examen des
7 documents ou la présentation des documents, comme le temps
8 nécessaire pour l'audition des témoins, va varier - c'est bien ce
9 que nous avons compris hier - en fonction de la composition du
10 collège de juges qui sera amené à siéger dans le prochain procès.
11 S'il s'agit d'un nouveau collège de juges, j'ai cru comprendre
12 hier qu'en réalité il allait falloir réviser de façon
13 complètement dramatique, presque, la durée de... nécessaire.

14 [10.18.17]

15 Est-ce que vous avez éventuellement déjà fait une telle... un tel
16 calcul entre l'option 1, nous gardons les mêmes juges, et
17 l'option 2, il y a un nouveau collège de juges. Est-ce que vous
18 avez pu faire déjà une première étude, une première approche par
19 rapport à ce problème?

20 M. LYSAK:

21 Nous n'avons pas procédé à un calcul fondé sur le scénario d'un
22 deuxième collège pour la durée du deuxième procès. Nous avons
23 fait des estimations. Et ça joue un rôle fondamental, et c'est
24 pourquoi, lors de notre proposition, nous avons indiqué qu'il
25 serait beaucoup plus utile et rapide d'utiliser le même collège

43

1 où un bon nombre de juges connaissent déjà la procédure, pas
2 seulement au niveau des preuves, mais aussi en ce qui concerne la
3 procédure et le procès. Donc, nous sommes parfaitement conscients
4 du fait que, si un collège de juges intégralement nouveau devait
5 être mis en place, le procès prendra beaucoup plus longtemps.

6 [10.19.44]

7 M. LE JUGE LAVERGNE:

8 Alors, j'aurais d'autres questions, mais je ne suis pas sûr que
9 ce soit le moment le plus approprié. J'aurai d'autres questions à
10 poser au procureur sur les étapes nécessaires, selon eux, avant
11 que nous arrivions au stade des audiences au fond, mais
12 peut-être, auparavant, serait-il bon de laisser aux parties la
13 possibilité de s'exprimer sur... de façon générale, sur la durée
14 du procès et, éventuellement, le problème des témoins et des
15 éléments de preuve qui devraient être entendus.

16 Donc, je laisse ceci à la discrétion de M. le Président.

17 M. LE PRÉSIDENT:

18 Je vous remercie, juge Lavergne.

19 Juge Cartwright, je vous en prie.

20 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

21 Merci, Monsieur le Président.

22 La tâche de l'Accusation, c'est de se montrer optimiste quant à
23 la vitesse du procès. Ceci est vrai dans tous les tribunaux, pas
24 seulement celui-ci, et je tiens à reconnaître cet optimiste.

25 Cependant, hier, le coprocurateur international nous a indiqué que

44

1 deux à trois ans, c'était peut-être une durée plus réaliste en ce
2 qui concerne la tenue de ce procès. Alors, essayons d'être clairs
3 à ce sujet.

4 [10.21.09]

5 Dans la proposition que vous formulez, les procureurs uniquement
6 ont le sentiment qu'avec 96 témoins, à un jour par témoin, il y
7 aurait 96 journées d'audience. Alors, pour en arriver à votre
8 conclusion que le procès durerait entre 12 et 18 mois, vous
9 donnez un certain temps aux coavocats principaux et à la Défense.
10 Outre les 26... Avez-vous suffisamment accordé d'attention, par
11 exemple, aux 26 congés publics?

12 M. LYSAK:

13 Oui, Madame la juge, nous avons parfaitement intégré le concept
14 de ces congés officiels.

15 Et, lorsque le coprocurateur international a parlé de deux à trois
16 ans, ça, c'était, pour lui, partant d'au jour d'aujourd'hui
17 jusqu'au moment du verdict. Donc, trois ans – je pense que ceci
18 est peut-être compris par tout le monde –, est lié à une très
19 grande incertitude.

20 Oui, notre proposition est basée sur l'hypothèse que le procès
21 acquerrait une certaine vitesse de croisière. S'il devait se
22 produire des faits qui nous ralentissent et qui sont imprévus, ce
23 qui s'est produit lors du procès précédent, évidemment, ça
24 prendra plus longtemps.

25 [10.22.34]

1 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

2 Donc, vous avez tenu compte de la possibilité de mauvaise santé
3 des accusés ou de toute autre partie centrale d'une telle
4 procédure et des retards que ceci pourrait créer.

5 Mais je me tourne maintenant sur la liste des témoins de
6 l'Accusation. Et j'insiste là-dessus parce que, dans le procès
7 qui vient de se conclure, à peu près 50 pour cent des témoins
8 supplémentaires, soit les experts ou les parties civiles,
9 provenaient d'autres parties. Donc, il faut envisager la
10 possibilité d'un doublement de ce chiffre.

11 Êtes-vous d'accord avec cette estimation approximative du
12 montant?

13 M. LYSAK:

14 Mais je pense que notre examen des chiffres est un peu différent
15 du vôtre, dans la mesure où c'est l'Accusation qui porte le
16 fardeau de la preuve. Si vous examinez le nombre total de témoins
17 entendus qui figuraient sur notre liste de témoins, je crois que
18 c'était un nombre plus élevé que cela. Et ce n'est pas surprenant
19 car sur nous repose le fardeau de la preuve. Donc, pour chacun de
20 ces sites, je crois que nous avons identifié toutes les personnes
21 qui, de l'accord de tous, à mon avis, sont les témoins les plus
22 importants.

23 [10.23.56]

24 Donc, nous ne pensons pas qu'un nombre tellement grand de
25 d'autres témoins ou d'experts, des parties civiles... Qu'il y ait

46

1 une augmentation du nombre total de témoins, c'est certain, et
2 cela dépendra aussi du nombre de juges qui procéderont aux
3 auditions. Ils étudieront nos propositions de présentation ou
4 d'audition de témoins et les propositions des autres parties et
5 ils marqueront leur accord ou leur désaccord. Je suis
6 parfaitement d'accord qu'il est possible qu'il nous faille
7 accorder plus... beaucoup plus de temps que les 96 jours pour
8 entendre tous les témoins.

9 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

10 Oui, je fondais mon estimation de 50 pour cent en plus sur le
11 paragraphe de votre rapport qui dit qu'en fin de compte 92
12 personnes ont été entendues, y compris 22 proposés par Nuon Chea
13 et 23 par Khieu Samphan. Et ceci portait sur le procès qui vient
14 de se conclure. Donc, ça, c'est moins de 50 pour cent des 92,
15 mais ça, c'était en fait le chiffre approximatif sur lequel je me
16 fondais.

17 Mais je veux revenir au dossier 001, en fait, qui s'était limité
18 exclusivement aux questions relatives à S-21, Choeung Ek et Prey
19 Sar, et les éléments de preuve dans ce procès ont pris un peu
20 moins de six mois... un peu moins de six mois uniquement pour les
21 parties des éléments de preuve requis à cet égard.

22 Alors, admettons que nous puissions aller plus vite cette fois-ci
23 et que nous aurons moins de témoins, il nous faudra toutefois
24 réentendre tout cela, n'est-ce pas?

25 [10.25.49]

1 M. LYSAK:

2 Je voudrais dire deux choses à cet égard.

3 En premier lieu, en ce qui concerne le nombre de témoins avec

4 Khieu Samphan et Nuon Chea que vous avez cité, il ne s'agissait

5 pas de témoins proposés exclusivement par eux. Bon nombre d'entre

6 eux – en fait, un assez grand pourcentage – étaient des témoins

7 qui étaient proposés tant par les procureurs que par la Défense.

8 Donc, si vous étudiez le nombre de témoins qui n'ont pas été

9 proposés... qui ne figuraient pas du tout dans notre liste, c'était

10 un nombre beaucoup plus petit, beaucoup moins de 50 pour cent.

11 En ce qui concerne S-21, je pense qu'il est difficile de faire

12 une comparaison avec le premier procès. Il faut garder à l'esprit

13 le fait qu'un temps assez long a été consacré au témoignage de

14 Duch pendant ce procès, et nous n'aurons pas à répéter la

15 totalité de ces témoignages et éléments de preuve. Duch a

16 témoigné dans le premier procès, dossier 2, nous proposons qu'il

17 revienne témoigner ici, mais nous n'avons pas besoin... je n'ai

18 pas le chiffre en main, mais il a passé un bon nombre de jours à

19 être entendu lors de ce premier procès; nous ne devons pas

20 recommencer tout à zéro.

21 [10.27.06]

22 Je pense que notre point de vue ici est différent. Ce procès se

23 centre beaucoup plus sur le rôle des accusés, comment les

24 personnes qui se sont retrouvées à S-21 y sont arrivées et qui

25 portait la responsabilité de leurs transferts. On se consacrera

48

1 moins sur le fonctionnement interne de la prison.

2 Je pense donc que la comparaison est difficile à établir.

3 Et j'aimerais rappeler à Mesdames et Messieurs les juges

4 également que, lorsque nous avons proposé que S-21 soit ajouté,

5 vous nous avez demandé s'il serait possible de procéder à

6 l'audition de S-21 uniquement avec Duch. Donc, je pense

7 effectivement que ces sites peuvent être entendus de manière

8 assez rapide. Je sais qu'il y aura d'autres propositions de

9 témoignages et qu'il faudra donc aller au-delà des 96 jours.

10 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

11 Mais, dans le cas de Kaing Guek Eav, vous avez proposé à peu près

12 cinq jours pour son témoignage, son audition, c'est-à-dire 25

13 heures de témoignage. Donc, il reste un témoin significatif, et

14 les cinq jours qui lui seront consacrés, cela signifie autant de

15 jours de moins pour les autres témoins.

16 [10.28.25]

17 Mais je pense que vous nous... avez été très clairs et que vous

18 nous avez beaucoup aidés ce matin. Et, personnellement - les

19 parties auront leur propre point de vue, bien entendu, à cet

20 égard -, mais de mon point de vue, vous avez accepté que la

21 proposition que vous avez soumise est une proposition émanant

22 exclusivement de l'Accusation, avec comme inconnue le temps qui

23 sera requis par rapport au nombre de témoins qui seront proposés

24 par les coavocats principaux et la Défense - vous ne suggérez pas

25 là que 96 jours seront suffisants - et qu'il en faudra

49

1 probablement beaucoup plus. Et, bien entendu, tout ceci dépendra
2 d'un procès qui se déroulerait avec le collège de juges existant,
3 et pas sur la base de la création d'un nouveau collège de juges.
4 Si je comprends bien votre hochement de tête, vous êtes d'accord
5 avec ce que je viens de dire.

6 M. LYSAK:

7 Oui, effectivement, je suis parfaitement d'accord avec les
8 observations que vous venez de faire.

9 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

10 Je vous remercie.

11 [10.29.46]

12 M. LE PRÉSIDENT:

13 Je vous remercie. Je remercie le coprocurateur international.

14 Le moment est venu de faire une brève pause, pause de 20 minutes,
15 et nous reviendrons à 11 heures moins 10 pour reprendre nos
16 débats.

17 (Suspension de la réunion de mise en état: 10h30)

18 (Reprise de la réunion de mise en état: 10h51)

19 M. LE PRÉSIDENT:

20 Veuillez vous asseoir. La réunion reprend.

21 Avant de donner la parole à la partie civile, j'ai des questions
22 à poser au coprocurateur adjoint international.

23 Vous avez évoqué le document déposé devant la Chambre, concernant
24 le deuxième procès du dossier 002. Il y est question de certains
25 chefs d'accusation, tandis que d'autres chefs d'accusation sont

50

1 abandonnés. Je vous renvoie au document E301/2 (sic).
2 Au paragraphe 63 de la décision de la Chambre de la Cour suprême,
3 il est dit que, pour assurer l'œuvre de justice dans le cas de
4 longues ordonnances de clôture, le TPIY et le Tribunal pour la
5 Sierra Leone ont amendé le Règlement intérieur pour permettre aux
6 Chambres de première instance respectives d'inviter l'Accusation
7 à réduire le nombre de chefs d'accusation ou à ordonner de leur
8 propre initiative une telle réduction, en se limitant à un
9 certain nombre de sites de crimes ou d'incidents concernant
10 lesquels des éléments de preuve peuvent être déposés.
11 [10.54.24]
12 Je vous renvoie aussi à la règle 79.1:
13 "La Chambre de première instance est saisie par l'ordonnance de
14 renvoi des cojuges d'instruction ou l'arrêt de la Chambre
15 préliminaire. Dans le dossier 002, la Chambre est saisie du
16 dossier par la décision de renvoi."
17 J'ai donc une question à poser à l'Accusation, s'agissant de
18 votre possibilité... de la possibilité qui s'offre à vous pour
19 abandonner certains chefs d'accusation ou certains sites de
20 crimes. De quelle manière, sur le plan juridique, êtes-vous en
21 mesure d'abandonner certains chefs d'accusation? Sur quelle norme
22 de droit pouvez-vous vous appuyer pour abandonner certains chefs
23 d'accusation?
24 Autrement dit, le cas échéant, la Chambre serait saisie
25 uniquement des chefs d'accusation restants. Mais, pour en

51

1 abandonner d'autres, il faut se fonder sur certaines normes de
2 droit. En ce qui concerne les chefs d'accusation abandonnés, je
3 m'interroge sur le fondement juridique d'une telle possibilité.
4 En droit cambodgien, aucune norme ne permet à l'Accusation
5 d'abandonner certains chefs d'accusation.
6 Pourriez-vous nous éclairer?
7 [10.56.33]
8 M. LYSAK:
9 Merci.
10 Si nous faisons une telle proposition, c'est parce que la Cour
11 suprême, dans sa décision, a reconnu que ce type de procédure
12 existait. Je crois comprendre que certains peuvent ne pas
13 partager cette interprétation, mais la Chambre de la Cour
14 suprême, à présent, présente différentes options à la Chambre.
15 C'est une question complexe. À ce stade, nous ne demandons pas à
16 la Chambre de se prononcer. Je pense que cela doit faire l'objet
17 d'écritures. Mais, lorsqu'il s'agit de retenir certains sites de
18 crimes et de régler cette question complexe, je pense que la
19 Chambre peut, là, le faire. Elle peut exclure certains chefs...
20 certains sites de crimes que nous proposons, en ordonnant une
21 disjonction, mais il faudra, à un moment, examiner la question où
22 la Cour suprême propose deux options pour ce qui est des sites de
23 crimes supplémentaires qui ne devraient pas être jugés.
24 Et je comprends bien ce que disent les juges, cela n'existe pas
25 en droit cambodgien. En droit cambodgien... Mais la Cour suprême

52

1 s'appuie sur le droit international.

2 Voilà sur quoi nous nous appuyons pour dire cela. Nous nous

3 appuyons sur les paragraphes de la décision de la Cour suprême

4 qui présentent différentes options: paragraphes 61 à 63 de la

5 décision du mois de novembre.

6 [10.58.32]

7 M. KOUMJIAN:

8 J'aimerais expliquer plus en détail notre position.

9 Selon nous, ce deuxième procès devrait inclure tous les chefs

10 d'accusation en droit.

11 Si l'on prend la toute fin de la décision de renvoi, tout ce qui

12 est mentionné, ce sont uniquement les chefs d'accusation

13 juridiques. À notre avis, il ne serait pas efficace de couvrir

14 tous les sites de crimes cités dans l'ordonnance de clôture. Cela

15 ne nous semble pas non plus nécessaire. En effet, l'ordonnance de

16 clôture dit bien que les crimes allégués se sont produits dans

17 tout le pays. Cela faisait partie de la décision de la Chambre

18 préliminaire lorsqu'elle s'est prononcée sur la recevabilité des

19 victimes qui n'étaient pas concernées par certains crimes. Ces

20 gens ont pu se constituer, malgré tout, parties civiles. Cette

21 Chambre-là a dit que l'ordonnance de clôture présente des

22 allégations relatives à des crimes s'étant produits dans tout le

23 pays.

24 Nous devons donc nous limiter, comme partout ailleurs, à certains

25 endroits précis. On ne peut pas prouver tous les crimes qui ont

53

1 eu lieu au Cambodge, sous le Kampuchéa démocratique, ce qui
2 s'est... ce qui est arrivé à 6, 7 millions de personnes. Nous
3 allons prendre des exemples représentatifs montrant que tous ces
4 crimes faisaient partie d'une politique du régime appliqué dans
5 tout le pays.

6 [11.00.13]

7 En outre, ce procès diffère de ceux dont on... dont sont saisis des
8 tribunaux nationaux, au Cambodge ou en France ou ailleurs, compte
9 tenu de l'ampleur du dossier et du nombre de victimes. Donc, vous
10 avez déjà dit que les réparations ne seraient pas individuelles,
11 mais bien collectives, et, pour être partie civile, il faut avoir
12 été victime des crimes en général, et pas des crimes produits...
13 qui se sont produits à des endroits précis.

14 Donc, compte tenu de la décision de la Cour suprême, de la
15 jurisprudence et de la nature de ce dossier, si l'on laisse
16 tomber certains crimes tout en couvrant les chefs d'accusation
17 sur le plan du droit, ce serait suffisant.

18 Voici notre proposition. Ce deuxième procès serait le dernier.

19 Tous les chefs d'accusation seraient couverts. C'est aussi
20 important pour les bailleurs de fonds internationaux, pour le
21 gouvernement cambodgien. Notre projet est d'achever le travail.

22 C'est un dossier extrêmement important. Il s'agit de mener à bien
23 cette tâche dans un délai raisonnable.

24 [11.01.45]

25 M. LE PRÉSIDENT:

54

1 Je vous remercie.

2 Ma question porte sur le fondement juridique sur lequel... auquel
3 vous faites allusion. Et je comprends bien en ce qui concerne les
4 faits et les chefs d'accusation qui sont repris dans votre
5 écriture, mais quant à la manière dont vous avez pris votre
6 décision et quant à la manière de procéder à partir du moment où
7 certaines poursuites pourraient être abandonnées dans le cadre
8 des chefs d'inculpation...

9 Alors, ce que j'aimerais que l'on fasse pour que les choses
10 soient claires pour tout le monde, c'est que l'on se concentre
11 sur les fondements juridiques exclusivement, car, au Tribunal
12 pour l'ex-Yougoslavie, il est indiqué que la décision visant à
13 assurer que la... que la justice soit faite, visant à ce que le
14 procureur réduise proprio motu le nombre de chefs d'inculpation
15 dans un dossier d'inculpation, ou de fixer un certain nombre de
16 sites ou d'incidents par rapport aux éléments de preuve qui
17 devront être présentés, ou de soumettre ou d'abandonner les
18 poursuites, et il est stipulé, dans le règlement d'ordre
19 intérieur, que ceci est possible.

20 [11.03.21]

21 Cependant, dans notre règlement et ce qui existe pour le
22 Cambodge, une telle disposition, en fait, n'existe pas.

23 Dès lors, j'aimerais que nous vous éclairiez sur le fondement
24 juridique de la réduction du nombre de poursuites et puis sur la
25 manière de procéder si cette décision devait être faite, parce

1 que ceci est un défi pour notre Chambre. Tout ce qui est dit ici
2 sera publié dans la presse, et, pour nous, en tant que juges,
3 nous ne pouvons pas nous exprimer par voie de medias sur ces
4 questions.

5 M. KOUMJIAN:

6 En premier lieu, nous reconnaissons fort bien que la proposition
7 que nous formulons est, bien entendu, dépendante de la décision
8 ultime des juges pour déterminer la portée exacte du procès.
9 Cependant, les règlements et la pratique d'autres tribunaux
10 internationaux font partie du droit coutumier international à cet
11 égard, et, dès lors, cette pratique a évolué en une jurisprudence
12 constante permettant de gérer ces dossiers extrêmement complexes
13 et permettant dès lors à une Chambre de limiter au minimum les
14 sites de crimes qui pourraient être utilisés pour établir un chef
15 d'inculpation.

16 [11.04.57]

17 Alors, nous savons que le droit pénal cambodgien ne comporte pas
18 une telle disposition. Nous savons que le droit national ou
19 international, dans l'interprétation de ces règles, doit se
20 pencher sur les raisons qui sous-tendent une telle possibilité.
21 Il est raisonnable, dans un système national où plusieurs parties
22 interviennent individuellement et, donc, cherchent à obtenir des
23 dommages et intérêts à titre individuel ou réparations à titre
24 individuel, que certaines parties ne peuvent pas être
25 unilatéralement laissées en marge du procès par l'Accusation,

56

1 mais ceci n'est pas la manière dont le procès numéro 1 et le
2 procès numéro 2 sont gérés. Les parties civiles participent, et
3 toute réparation ira au groupe. Et il a déjà été recommandé par
4 la Chambre préliminaire – et nous pensons que cette décision
5 était absolument juste – que les individus peuvent participer
6 même s'ils ne sont pas nommés, cités sur un site de crimes donné
7 ou si leurs souffrances ne relèvent pas d'un des sites repris
8 dans le procès ou mentionné dans l'ordonnance de clôture. Donc,
9 nous avons déjà une pratique distincte des procédures nationales.
10 [11.06.13]
11 Et nous ne devons pas de manière automatique, à notre avis,
12 appliquer une procédure nationale visant des dossiers où l'on
13 cherche à obtenir des dommages individuels en droit national par
14 rapport à une situation où le procès couvre la totalité d'une
15 population nationale pour un certain nombre d'années. Et donc
16 nous pensons qu'il n'est que raisonnable, du point de vue d'une
17 bonne administration de la justice, d'interpréter les règles
18 comme permettant à l'Accusation de démontrer une politique
19 nationale en sélectionnant une série de sites de crimes.
20 Mais, même si l'on devait présenter la totalité des sites de
21 crimes qui sont mentionnés dans l'ordonnance de clôture, nous
22 n'aurons pas mentionné chaque victime concernée par chaque site
23 de crimes. Ce serait impossible. Et, dès lors, nous proposons...
24 Bien entendu, ce sera à vous de... que reviendra la décision
25 ultime, et, si nécessaire, il faudrait éventuellement changer le

57

1 règlement ou abandonner certaines poursuites. Or, ici, toutes...
2 toutes les charges, tous les chefs sont couverts sur la base d'un
3 certain nombre sélectionné de sites de crimes.
4 Si, cependant, vous considérez que le règlement doit être
5 modifié, il faudrait alors procéder à cet amendement. Mais, en
6 tout état de cause, le procès peut commencer avant qu'une
7 modification ne soit intervenue au niveau du règlement. On
8 pourrait se rendre compte, en cours de procès, que quelque chose
9 doit être fait à cet égard.

10 [11.07.42]

11 À notre avis, ce n'est pas nécessaire car nous pensons pouvoir
12 établir la preuve d'une politique nationale. S'il se trouve
13 qu'une des victimes d'un des sites de crimes mentionne un crime
14 qui se serait produit dans une autre partie du pays, ceci nous
15 ramène à l'ordonnance de clôture, qui parle d'une politique
16 nationale, comme cela a été établi au niveau de la Chambre
17 préliminaire. Et nous pensons que, du point de vue juridique, la
18 position est défendable et, donc, que certains sites de crimes
19 peuvent être laissés de côté.

20 Je vous remercie.

21 M. LE PRÉSIDENT:

22 Je vous remercie.

23 Juge Lavergne, je vous en prie.

24 [11.08.22]

25 M. LE JUGE LAVERGNE:

1 Oui. Merci, Monsieur le Président.

2 Je pense effectivement que, pour pouvoir avancer, il serait
3 peut-être utile de dissocier deux problèmes: le premier problème,
4 c'est celui de la portée, de l'étendue du prochain procès, et le
5 deuxième problème, c'est celui du sort des chefs d'accusation qui
6 ne seraient pas compris dans le prochain procès.

7 Peut-être que, pour commencer, on pourrait continuer la pratique
8 qui a été celle de la Chambre jusqu'à maintenant, qui est de voir
9 s'il y a lieu de prendre des mesures de disjonction. Et peut-être
10 que la portée de ce procès 002/02 pourrait être fixée de la
11 sorte, par une décision de disjonction, ce qui permettra à toutes
12 les parties, effectivement, de discuter ce qui doit être inclus
13 dans la portée de ce procès et ce qui ne doit pas l'être.

14 S'agissant du sort des chefs d'accusation restants, je comprends
15 effectivement que la Chambre de la Cour suprême a donné un
16 certain nombre d'indications, mais – le Président l'a indiqué –
17 ces indications données par la Chambre de la Cour suprême
18 soulèvent un certain nombre de difficultés d'ordre juridique.

19 [11.09.58]

20 "Indictment", en français, se traduit non pas par "chef
21 d'accusation", mais par "décision de renvoi". Et, quand on dit
22 "décision de renvoi", c'est bien en référence à une décision
23 prise par des juges. Dès l'abord, il y a un problème de savoir
24 si, effectivement, une partie, des procureurs peuvent décider de
25 modifier ce qui, a priori, bénéficiait de quelque chose qu'on

1 appelle "l'autorité de se juger", qui est une décision prise par
2 des juges.
3 Mais il y a beaucoup de problèmes. Je ne pense pas qu'on puisse
4 rentrer aujourd'hui dans une discussion approfondie, mais
5 peut-être juste pour en citer quelques-uns.
6 Il se trouve que, dans notre Règlement intérieur, nous avons une
7 règle qui est la règle 101, et cette règle est la copie de
8 l'article 357 du Code de procédure pénale cambodgien. Et cette
9 règle indique ce qui doit être réalisé lors de la rédaction du
10 jugement, c'est-à-dire quel est le devoir des juges lorsqu'ils
11 rendent leur jugement.
12 [11.11.21]
13 Et, au paragraphe 3 de cette règle 101, il est dit clairement
14 ceci: "La Chambre doit examiner chacun des chefs d'inculpation."
15 En anglais - encore plus clair -, on dit "all counts in the
16 Indictment".
17 Il y a aussi, dans la décision de la Chambre de la Cour suprême,
18 référence à un certain nombre de notions qu'il faudra
19 éventuellement discuter. J'ai noté que, par exemple, la Chambre
20 de la Cour suprême se réfère à la notion de "prosecutorial
21 legalism".
22 Alors, nous n'avons pas, à ce jour - et c'est une autre
23 difficulté -... nous n'avons pas de version française de la
24 décision de la Chambre de la Cour suprême. Donc, j'ai quelques
25 modestes connaissances de la langue anglaise et, parfois, je

60

1 m'aventure à faire des traductions, mais j'avoue ne pas très bien
2 savoir comment traduire cette notion de "prosecutorial legalism".
3 Je comprends qu'elle pourrait signifier que les procureurs sont
4 obligés de poursuivre, c'est-à-dire qu'on est dans des cas de
5 poursuites obligatoires. Mais cela me pose question aussi parce
6 que, si on considère que ceci fait partie du système juridique
7 cambodgien, je me demande si c'est très cohérent avec les
8 dispositions de l'article 40 du Code de procédure pénale
9 cambodgien qui, "elle", reflète un autre principe qui est bien
10 connu en droit français, qui est celui de "l'opportunité des
11 poursuites", c'est-à-dire que le procureur a la possibilité
12 d'apprécier s'il doit exercer ou non des poursuites.
13 [11.13.20]
14 Voilà. Ce ne sont que quelques exemples. Je pense que, si nous
15 devons avoir une discussion, nous devons avoir une discussion
16 relativement sérieuse sur ce sujet. Peut-être que la Chambre
17 donnera des indications, des points de droit qu'elle estime
18 nécessaire d'être examinés par les parties, mais peut-être que
19 cette discussion pourrait être... intervenir à un stade
20 ultérieur. Peut-être que la priorité immédiate, c'est d'abord de
21 décider de l'étendue du procès et d'abord de se prononcer
22 éventuellement sur une disjonction. Je ne sais pas ce que vous
23 pensez de cette suggestion.
24 M. KOUMJIAN:
25 Nous sommes totalement d'accord. Le procès pourra aller de

61

1 l'avant dès lors que la portée en aura été définie. Et les sites
2 de crimes que nous devons couvrir, donc, nous avons... nous
3 aurons... nous disposerons au moins de 96 jours d'audience pour
4 les aborder.

5 M. LE PRÉSIDENT:

6 Donc, les questions qui se posent quant à la portée... se
7 posaient quant à la portée du procès 001/2 (sic) signifient qu'il
8 sera inévitable d'entamer un débat de fond sur les thèmes
9 soulevés par le juge Lavergne.

10 [11.15.03]

11 Donc, que faire des poursuites restantes? Doit-on disjoindre pour
12 les charges restantes, de manière à ce que la Cour puisse entamer
13 les poursuites sur les charges relevées dans le cadre du procès
14 numéro 2? Donc, que faisons-nous? Est-ce que l'on peut abandonner
15 les poursuites ou est-ce que l'on procède à une disjonction?

16 Il s'agit là d'une question complexe en ce qui concerne les
17 aspects juridiques, puisque, depuis le début de la première
18 ordonnance de disjonction à la Chambre préliminaire, qui a fait
19 l'objet d'un appel, en particulier par l'Accusation,
20 essentiellement du fait d'une divergence d'interprétation en
21 droit dépendant du fait de se baser soit sur le système de Common
22 Law ou de droit romain... Et, dès lors, j'ai senti la nécessité de
23 soulever cette question parce que, si l'on abandonne des
24 poursuites, on ajoute un degré de complexité à un dossier qui est
25 déjà, en soi, compliqué. Et je crois que ceci, justement, exige

62

1 un débat de fond, et nous ne pouvons pas le faire maintenant.
2 Tout ce que nous pouvons faire actuellement, c'est proposer un
3 certain nombre d'idées que les différentes parties pourront
4 examiner, auxquelles elles pourront réfléchir et que nous
5 pourrions reprendre au moment où il nous faudra arriver à une
6 décision quant à disjoindre ou pas, et de manière à nous assurer
7 que notre compréhension ne sera pas incomprise et que notre
8 décision de disjoindre ou pas fasse l'objet d'un appel immédiat.
9 Donc, il faudra être précis à ce sujet.
10 [11.17.07]
11 Il faut aussi garantir la cohérence de notre pratique judiciaire.
12 Si nous commençons à être en désaccord sur le principe et
13 l'interprétation du droit, il sera inévitable que des appels
14 soient interjetés en conséquence. Par exemple, en ce qui concerne
15 la deuxième ordonnance de disjonction, un appel a été interjeté
16 pour la même raison, d'ailleurs. Et, à partir du moment où on
17 sait que ce genre d'appel est possible, il faut avoir un débat de
18 fond avant, de manière à pouvoir économiser du temps
19 ultérieurement parce que nous aurons évité un appel, avant
20 d'arriver aux audiences sur le fond, parce que nous pourrions
21 avoir peut-être encore une réunion de mise en état, mais pas
22 plus.
23 Donc, je donne à présent la parole aux coavocats principaux de la
24 partie civile.
25 Me PICH ANG:

63

1 Bonjour, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les juges.
2 Au nom des parties civiles réunies et en ce qui concerne la
3 portée du procès 02, qui est le segment suivant, les parties
4 civiles sont d'accord avec la portée telle que définie par
5 l'Accusation.
6 [11.19.02]
7 Nous sommes d'avis qu'il est nécessaire d'arriver à un jugement
8 en temps utile, qui tienne compte de l'état de santé et de l'âge
9 des prévenus... ou des accusés, et également en ce qui concerne les
10 victimes et les parties civiles, qui voient cette opportunité
11 leur échapper du fait de leur propre vieillissement et le risque
12 de ne plus être là lorsque la décision sera prononcée. Donc, il
13 faut que le jugement... ou il serait bon que le jugement soit
14 prononcé dans un délai qui leur permette de comprendre et
15 d'accepter qui a été responsable des crimes qui ont été commis à
16 leur rencontre. C'est pourquoi nous sommes d'accord avec la portée
17 de ce procès 02 telle que définie par l'Accusation.
18 Nous sommes également d'avis que la proposition faite par
19 l'Accusation porte sur trois chefs d'accusation - génocide,
20 crimes contre l'humanité et crimes de guerre -, et, parmi ces
21 trois crimes principaux, que des éléments factuels et des sites
22 de crimes jugés représentatifs de chacune des catégories de faits
23 concernées soient sélectionnés, et que certaines autres
24 poursuites soient abandonnées - c'est en tout cas ma
25 compréhension de la proposition -, et que la non-inclusion de ces

64

1 charges n'est en aucune manière contraire à la règle de droit
2 international ou faisant appel à la nécessité pour nous de
3 modifier notre propre règlement.

4 [11.21.03]

5 En ce qui concerne les charges restantes, nous sommes d'avis que...
6 Et c'est un avis qui est basé sur un processus de consultation
7 approfondie avec les parties civiles. Nos clients désirent être
8 présents dans le prétoire pour assister au procès. Et il est
9 assez difficile pour nous de nous fixer de manière ferme quant au
10 fait de savoir si toutes les charges doivent être incluses ou si
11 nous devrions marquer notre accord pour abandonner certaines
12 poursuites. Nous pensons que ceci relève de la discrétion de la
13 Chambre, qui devra prendre une décision quant aux charges qui
14 pourront être ou ne pas être incluses dans le cadre du procès 02.

15 En ce qui concerne le temps requis pour entendre les témoins
16 appelés par les parties civiles et autres, nous allons bien sûr
17 soumettre notre propre liste, qui n'est pas la même que celle de
18 la liste de l'Accusation, quoique, pour certains noms, il puisse
19 effectivement y avoir répétition. Bien entendu, nous soumettrons
20 notre liste à la Chambre lorsque la portée du procès aura été
21 clairement définie.

22 [11.22.42]

23 Nous désirons ajouter également que nous voulons que les parties
24 civiles puissent être entendues et qu'un nombre suffisant de ces
25 parties civiles puissent être entendues, et en particulier celles

65

1 qui auront à décrire les souffrances subies en rapport avec les
2 différents faits et différentes charges, qui sont effectivement
3 assez larges, suivant la proposition de l'Accusation. Nous
4 voulons donc que les parties civiles puissent être entendues en
5 ce qui concerne leurs souffrances, pendant au moins huit journées
6 d'audience de la Chambre, peut-être plus si possible, comme ce
7 fut le cas pour le procès 002/01. Cependant, étant donné les
8 contraintes temporelles et le fait que nous ne puissions pas
9 bénéficier d'un temps illimité, nous sommes prêts à adopter la
10 même approche pour l'audition des parties civiles parlant de
11 leurs souffrances.

12 Voilà notre position en ce qui concerne la portée du procès 02 et
13 en ce qui concerne la liste des témoins qui seront soumis par les
14 parties civiles.

15 Je vous remercie.

16 [11.24.19]

17 M. LE PRÉSIDENT:

18 Je vous remercie.

19 Alors, le coavocat principal pour les parties civiles, je vous en
20 prie.

21 Me YE:

22 Oui, Monsieur le Président. Je voulais ajouter une observation en
23 ce qui concerne ce qu'il devrait advenir des charges restantes ou
24 le fait de pouvoir abandonner certaines poursuites.

25 Je pense qu'il est important de définir clairement ce que sont

66

1 ces charges. Donc, nous pensons... Pour nous, c'est la
2 caractérisation juridique et les circonstances factuelles qui les
3 entourent. Si c'est le cas, alors, il n'est pas possible
4 d'abandonner certaines poursuites. Et je sou mets à votre
5 réflexion cette idée, et nous nous réservons la possibilité de
6 soumettre une écriture à cet égard à l'avenir.

7 Je vous remercie.

8 [11.25.12]

9 M. LE PRÉSIDENT:

10 Je vous remercie pour vos commentaires.

11 La Chambre va à présent donner la parole à la défense de Nuon
12 Chea. Vous pouvez exprimer votre avis.

13 Me KOPPE:

14 Je vous remercie, Monsieur le Président.

15 Je pense que toutes les parties dans ce prétoire sont d'accord
16 pour dire qu'un problème juridique complexe doit être tranché.

17 Quant à savoir si certaines poursuites peuvent ou ne peuvent pas
18 être abandonnées, il y a également toute une série d'autres
19 questions connexes qui se poseront.

20 Et, pour revenir sur un point soulevé par le coprocureur
21 international, "le" CETC, bien entendu, n'est pas un tribunal ou
22 une cour internationale; il s'agit d'un tribunal régi par la
23 procédure interne nationale, et donc c'est là un sujet
24 effectivement qui mérite débat à une date ultérieure. Nous sommes
25 d'accord avec cela.

67

1 [11.26.20]
2 Par ailleurs, il est bon aussi de tenir compte des aléas
3 pratiques, c'est-à-dire du fait que le deuxième procès pourrait,
4 de fait, s'avérer être le seul et dernier procès. Il n'est pas
5 nécessaire de débattre du fait que les accusés sont âgés... que
6 notre... que l'accusé est âgé et... notre client, pardon, est âgé
7 et dans un état de santé fragile et sa participation effective au
8 procès reste encore en question, à cet égard. Ceci étant dit,
9 nous sommes conscients du fait que le deuxième procès risque
10 d'être le dernier et le seul.
11 Ce qui, à notre avis, doit être noté, c'est ce qui suit. Ce qui
12 n'est pas clair pour nous, c'est que... c'est que toute une série
13 d'autres questions qui sont mentionnées et qui sont soulevées
14 dans l'ordonnance de clôture subsistent.
15 Donc, si nous nous limitons exclusivement à un nombre donné de
16 sites de crimes, il serait possible qu'un bon nombre de questions
17 pertinentes soient écartées du débat. Comme vous le savez, une
18 des difficultés fondamentales du premier procès était le fait de
19 savoir si certaines questions posées à un témoin tombaient dans
20 la portée du procès ou hors de la portée du procès qui était en
21 cours. Ce que l'équipe de défense a appris au cours de cette
22 expérience, c'est que... est que la discussion n'est pas
23 nécessairement utile pour établir la responsabilité criminelle de
24 nos clients.
25 [11.28.17]

68

1 Donc, pour vous donner un ou deux exemples repris dans
2 l'ordonnance de clôture, ce que nous aimerions pouvoir aborder
3 dans un deuxième procès, c'est une question qui n'est pas
4 nécessairement liée à des sites de crimes précis, comme par
5 exemple les résultats qui figurent dans le rapport démographique
6 d'Ewa Tabeau et la question sous-jacente de savoir combien de
7 victimes on a dénombrées au cours de la période considérée. Il
8 s'agit là, pour nous, de quelque chose qui est vital, non
9 seulement en ce qui concerne le dossier, mais pour acquérir une
10 compréhension générale de la période, alors... et de son
11 contexte.

12 Donc, si, bien entendu, on devait se limiter à un procès
13 uniquement, est-ce qu'il serait encore possible de continuer à
14 débatte de cette question bien que ce ne soit pas lié
15 directement à un site de crimes?

16 Autre question qui se pose et que je n'ai pas vraiment besoin de
17 répéter, c'est que nous avons un point de vue divergent en ce qui
18 concerne les événements et les politiques que l'on allègue avoir
19 été déterminés pendant cette période. Nous ne pensons pas qu'il y
20 avait de politique nationale; nous pensons qu'il y avait en fait
21 deux factions de forces égales opposées, au sein de la direction
22 des Khmers rouges, qui avaient déjà commencé à se combattre avant
23 et qui ont continué à se livrer à des hostilités les unes contre
24 les autres après 1975, et nous pensons que c'est un sujet qui
25 devrait être abordé lors du deuxième procès également.

1 [11.30.12]

2 Et la question qui se pose est la suivante: si l'on se limite aux
3 sites de crimes qui sont proposés par l'Accusation, est-ce que
4 ceci nous empêcherait d'enquêter sur cette théorie alternative en
5 ce qui concerne les événements qui se sont produits entre 75 et
6 79?

7 Pour vous donner un exemple concret de cela, si l'équipe de la
8 défense de Nuon Chea désire établir la théorie selon laquelle, en
9 fait, c'était le dirigeant de la zone Nord-Ouest, Hu Nim, de
10 concert avec celui de la zone Est, So Phim, qui était en fait en
11 train d'ourdir un complot contre les autres membres du Comité
12 central du Bureau politique, comment établir cela? Si l'on se
13 tourne... se penche sur l'ordonnance de clôture, il se peut que
14 certains sites de crimes puissent théoriquement permettre à la
15 Défense de développer ses théories de manière plus approfondie.
16 Je vais vous donner un exemple de cela. C'est un crime qui n'est
17 pas cité par l'Accusation. C'est le troisième déplacement de
18 population de la zone Est, paragraphes 283 à 301. L'ordonnance de
19 clôture, si nous le comprenons bien, dit que ce troisième
20 déplacement doit être vu dans le contexte des purges de la zone
21 Est. Il y a toutes sortes d'idées sur les trahisons dans la zone
22 Est. Nous ne disons pas que ce sera le cas, mais ça pourrait être
23 un site de crimes pour lequel la Défense sera autorisée à
24 développer sa théorie.

25 [11.32.04]

70

1 Même chose pour le chantier de la zone Nord-Ouest. Je pense en
2 particulier au site... au barrage de Trapeang Thma indiqué aux
3 paragraphes 323 à 350. C'était un chantier de la zone Nord-Ouest,
4 lequel, au début de la période du Kampuchéa démocratique, n'était
5 guère développé.

6 Toutes sortes de questions intéressantes pourraient se poser ici,
7 lesquelles pourraient venir étayer notre thèse sur la période du
8 Kampuchéa démocratique.

9 Voici donc ma question: si l'on laisse de côté la question
10 complexe de savoir si l'on peut disjoindre ou abandonner des
11 chefs d'accusation, compte tenu du fait que ce sera peut-être,
12 dans les faits, le seul procès, comment aborder ces questions? À
13 part la question de droit, je pense que le débat est plus large
14 et ne concerne pas uniquement la question du choix des sites de
15 crimes et des crimes précis qui seront jugés.

16 Voilà quelques observations à titre préliminaire.

17 [11.33.28]

18 Pour ce qui est de la durée du procès, j'aimerais dire dès à
19 présent qu'à mon sens ce procès sera autant complexe que le
20 premier, voire davantage. Ce sera la première fois qu'on traitera
21 de l'accusation de génocide. Il m'est difficile de croire que
22 l'Accusation entend asseoir sa thèse relative au génocide en se
23 contentant d'entendre certains témoins relatifs à certains sites
24 de crimes bien précis. Si l'Accusation y parvenait, elle serait
25 bien la première à le faire dans un tribunal de ce type. Il y a

71

1 beaucoup de questions complexes qui se posent par rapport à
2 l'accusation de génocide.

3 Idem pour S-21. Inutile de rappeler que la position de Nuon Chea
4 est fondamentalement différente en ce qui concerne S-21. Comme on
5 le sait, la position de Duch était très différente de celle de
6 notre client.

7 De façon générale, les accusations alléguées de l'ordonnance de
8 clôture sont très différentes de celles du premier procès. De
9 manière générale, l'Accusation est très optimiste pour ce qui est
10 de la durée du deuxième procès en général, mais en plus elle est
11 très optimiste pour ce qui est des questions de droit et des
12 questions factuelles qui se posent.

13 [11.35.08]

14 Chacun, je pense, sera d'accord pour dire que toutes ces
15 questions doivent être examinées dès le début. On peut très
16 bien... on ne peut pas examiner en cours de procès ces questions
17 très complexes.

18 La Cour suprême a dit qu'il y avait un certain nombre de chefs
19 d'accusation minimal à examiner. Il est tout à fait faisable de
20 commencer par les chefs d'accusation considérés par la Cour
21 suprême comme constituant un minimum requis, et, en cours de
22 procès, nous pourrions évaluer l'opportunité d'ajouter d'autres
23 sites de crimes. Il se peut très bien que la Défense puisse
24 développer ses théories dans le contexte de l'examen des chefs
25 d'accusation relatifs à S-21. Mais, si nous devons présenter

72

1 notre thèse tout en interrogeant des témoins sur S-21, peut-être
2 qu'il n'est plus nécessaire d'inclure le troisième transfert de
3 populations au procès.
4 Cela étant dit, l'intérêt de la justice et le droit de mon client
5 n'exigent pas nécessairement que tout cela soit tranché dès
6 maintenant. Nous pouvons aviser en cours de route et, le moment
7 venu, déterminer l'opportunité d'ajouter ou non tel ou tel site
8 de crimes. Dans le premier procès, d'ailleurs, la Chambre avait
9 procédé ainsi. Il y a eu 14 mois de discussions qui ont conduit
10 la Chambre à décider d'inclure Tuol Po Chrey.
11 [11.37.20]
12 Voilà quelques observations à titre préliminaire.
13 Chacun, je pense, convient qu'il y a des questions très complexes
14 à régler, mais cela ne doit pas nécessairement nous empêcher
15 d'entamer un deuxième procès, et ce, dès que possible, comme l'a
16 ordonné la Cour suprême.
17 M. LE PRÉSIDENT:
18 Merci, Maître.
19 La parole est donnée à la défense de Khieu Samphan.
20 Me GUISSÉ:
21 Merci, Monsieur le Président.
22 Une fois n'est pas coutume. Nous n'avons pas forcément la même
23 position que l'équipe de Nuon Chea en matière du début et de la
24 nécessaire rapidité de commencer avant que toutes les questions
25 juridiques soient réglées. Mais je pense que, si nous devons

73

1 tirer une leçon du procès 002/01, c'est que, justement, il est
2 peut-être préférable de prendre le temps d'organiser
3 correctement, de régler en amont le maximum de points litigieux
4 pour être sûr qu'ensuite le procès se tiendra de façon rapide et
5 efficace.

6 [11.38.48]

7 Premier point... Et je ne serai pas longue, je ne rentrerai pas
8 dans les détails de tous les points juridiques qui me semblent
9 importants, mais je rappelle la position de l'équipe de Khieu
10 Samphan, qui était de dire qu'un procès 002/2 devrait commencer
11 après une décision définitive de la Cour suprême. C'est
12 précisément parce que, en ayant réglé un certain nombre de points
13 dans le cadre du procès 002/01 qui ont une incidence sur le
14 procès 002/02, on pourrait effectivement aller plus vite. On
15 pourrait aller plus vite dans les types de questions qui seraient
16 effectuées par les parties. On pourrait aller plus vite dans la
17 question du mode de responsabilité, et cela aurait évidemment une
18 incidence sur le nombre de témoins appelés et la manière dont ils
19 seraient interrogés. Ça, c'est le premier point.

20 Et, pour rappeler que cette position n'est pas si extravagante
21 que M. le coprocurateur international, hier, avait pu le faire
22 penser, je rappelle à nouveau qu'il y a très peu de temps c'était
23 également la position et des coavocats des parties civiles et du
24 Bureau des coprocurateurs.

25 [11.40.10]

1 Je rappelle pour mémoire leurs écritures, pour les coproccureurs,
2 du 3 octobre 2011, E124/2.

3 Je rappelle également que, dans sa décision E284 du 26 avril
4 2013, la Chambre de première instance rappelait, au paragraphe
5 154, que c'était bien la position des coavocats principaux, des
6 parties civiles et des coproccureurs qu'un procès 002/2 ne saurait
7 commencer avant que toute décision susceptible d'appel n'ait été
8 purgée.

9 Voilà pour... On doit rappeler pourquoi, à l'époque, toutes les
10 personnes qui, aujourd'hui, ont changé d'avis avaient cette
11 position-là. Alors, c'est vrai que, dans le cadre de ce procès,
12 on a une tendance à adapter ses positions et son droit à
13 l'ambiance du moment, notamment pour rassurer les bailleurs de
14 fonds, mais, moi, je pense que le droit, il doit toujours
15 prévaloir à tout moment.

16 Sur la question de droit également, oui, effectivement, la
17 question de ce qui se passe des faits visés dans l'ordonnance de
18 clôture – qui, comme l'a rappelé M. le juge Lavergne, est une
19 décision rendue par un juge – est fondamentale. Il faut le
20 savoir, et il faut le savoir de préférence avant de commencer le
21 procès 002/02 et à tout le moins recueillir l'avis des parties
22 sur ce point.

23 [11.41.52]

24 J'entends bien que, du côté du coproccureur, la sélection qu'ils
25 ont faite pour le moment correspond à leur thèse. On vous parle

1 de représentativité. Pas de problème, mais ça correspond à la
2 thèse du coprocurateur, qui est de dire que tout s'est passé de la
3 même façon partout et pour les mêmes raisons au Cambodge. Ce
4 n'est pas la thèse de la Défense.
5 Il va de soi que nous aurons à soumettre des écritures pour
6 expliquer pourquoi nous estimons que tel témoin sur tel site
7 devrait être entendu et que la question de l'abandon ou le
8 non-examen par la Chambre de certains faits doit être... doit être
9 discuté par les parties avant que l'on puisse parler d'éventuelle
10 disjonction de certains faits. C'est fondamental parce qu'encore
11 une fois la sélection et la représentativité, selon que cela
12 vient des coprocurateurs ou selon que cela vient de la Défense,
13 correspond à une thèse, parce que, dans le cadre d'un procès, ce
14 sont plusieurs thèses qui se confrontent.
15 [11.43.01]
16 Et j'en viens évidemment à mon troisième point, qui est de dire,
17 pour me permettre, du côté de la Défense, de faire ses écritures,
18 d'apporter ses éléments, de passer en revue l'intégralité des
19 documents restants à l'appui des paragraphes de l'ordonnance de
20 clôture qui restent à être jugés par la Chambre, eh bien, il y a
21 la question des moyens, de la possibilité de le faire. Et
22 évidemment, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, la préparation
23 du procès est la partie fondamentale avant même les audiences.
24 Et, si nous n'avons pas les moyens, en termes humains et en
25 termes d'équipe, de faire ce travail qui permette ensuite à la

76

1 Chambre d'avancer correctement, eh bien, nous ne serons pas en
2 mesure de le faire et nous ne pourrons pas dire que,
3 concrètement, nous pouvons assumer la défense pleine et entière
4 de M. Khieu Samphan.
5 Donc, ça, c'était les observations préliminaires que je
6 souhaitais faire, en rappelant encore une fois que notre position
7 est toujours la même, à savoir que nous estimons qu'une décision
8 définitive permettra de raccourcir les délais, ensuite, d'un
9 procès 002/02 et qu'en tout état de cause il faut également, en
10 termes de durée du procès et en termes de disponibilité des
11 équipes, se rappeler que, lorsque vous rendrez votre jugement
12 dans le procès 002/2... 002 - pardon - /1, eh bien, il y a un délai
13 d'appel qui va courir et il y aura des forces à mobiliser autour
14 de cela et que ça aussi, il faut en tenir compte en matière de
15 programmation des audiences à venir.

16 [11.44.47]

17 Voilà les observations préliminaires. Je ne rentrerai pas plus
18 longuement dans les autres considérations, mais je pense que les
19 points juridiques qui ont été soulevés par M. le juge Lavergne,
20 M. le Président et les autres parties nécessitent que l'on s'y
21 penche sérieusement et profondément avant même de commencer les
22 audiences.

23 M. LE PRÉSIDENT:

24 Merci, Maître.

25 Je donne la parole à la juge Cartwright.

1 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

2 Merci.

3 Maître Guissé, je suis intriguée par votre argument comme quoi,
4 si l'on attend un verdict final de la Cour suprême, cela
5 permettra d'accélérer la mise en place d'un deuxième procès dans
6 le dossier numéro 2. Il faudrait peut-être se confronter à la
7 réalité. Je ne me souviens plus des délais exacts, mais d'après
8 mes souvenirs, après que cette Chambre-ci a rendu son jugement
9 dans le procès Duch, il a fallu au moins un an pour que la Cour
10 suprême rende son arrêt. D'après mes souvenirs, la Chambre avait
11 eu besoin de plus ou moins le même temps pour arriver au jugement
12 et rédiger le jugement.

13 [11.46.28]

14 Avez-vous tenu compte du temps nécessaire à la Cour suprême quand
15 vous avez dit que cela permettrait d'accélérer ce processus?
16 Et, ensuite, j'aurai une autre question brève à Me Koppe.

17 Me GUISSÉ:

18 Mme le juge... Mme le juge Cartwright, je suis bien consciente des
19 délais pour rendre une décision, mais dans la mesure où, encore
20 une fois, la décision définitive qui sera rendue par la Cour
21 Suprême pourrait intervenir également en cours de procès.
22 Je prends l'exemple selon lequel le procès 002 démarre avec,
23 j'imagine, la position que vous aurez, dans le cadre de votre
24 jugement, sur le mode de responsabilité, sur les éléments sur
25 lesquels nous étions en droit d'interroger tel ou tel témoin,

78

1 etc. Ça veut dire que, si la Cour suprême – ce que nous
2 souhaitons –... si la Cour suprême prenait une décision qui
3 viendrait contredire les positions que vous avez prises
4 auparavant, elle serait définitive et elle serait normalement
5 obligatoire et applicable à tous, et la manière dont aura
6 commencé le premier 002/2 serait en violation de cette décision
7 définitive. Donc, il faudrait se réadapter. Et c'est en ce
8 sens-là où je dis que, parfois, aller vite n'a pas forcément le
9 résultat que l'on souhaite.

10 [11.47.56]

11 Avoir une décision définitive et savoir exactement sur quelle
12 base on peut effectivement poursuivre le second procès, pour moi,
13 à terme, peut être effectivement un gain de temps. Donc, c'est
14 vraiment une question de vue et une question de certitude
15 juridique et d'avancer. Et il y aura certainement des choses qui
16 seront moins en débat si la question a déjà été tranchée
17 définitivement. Voilà comment je conçois le gain de temps.

18 Mme LA JUGE CARTWRIGHT:

19 Merci.

20 Ceci pose la question de savoir si la Cour suprême pourra mener à
21 bien l'appel et rendre son arrêt dans le premier procès dans un
22 délai permettant aux équipes de défense de rester intactes et
23 permettant de régler les autres problèmes pratiques.

24 À présent, je m'adresse à Me Koppe.

25 Vous avez proposé l'application d'une procédure similaire à celle

79

1 du dossier 002/01, à savoir que la Chambre laisserait ouverte
2 l'étendue exacte du procès et ajouterait ou ôterait en cours de
3 route. N'est-ce pas là une pratique qui a été critiquée par la
4 Cour suprême? Êtes-vous en train de dire que nous ne devons pas
5 nous conformer aux instructions de cette Chambre-là?
6 [11.49.47]
7 Me KOPPE:
8 Je comprends bien. Nous préférons bien sûr savoir quelle est la
9 portée du procès avant de commencer. Ce que je disais, c'est
10 qu'il n'est pas nécessairement utile de le faire avant le début.
11 Notre principale critique était liée au fait que nous n'avions
12 pas pu soulever les questions qui nous semblaient pertinentes par
13 rapport à notre thèse, et ce, compte tenu de l'interprétation du
14 fonctionnement de la disjonction en pratique. Ce sera différent
15 dans un prochain procès. S'il n'y a pas d'objection continue sur
16 la portée du procès, alors il n'y aura plus guère de problème,
17 contrairement au premier procès. À notre avis, ces deux choses
18 sont étroitement liées.
19 Notre frustration, si vous me passez l'expression, c'était que
20 nous voulions adopter une certaine méthode mais n'avons pas pu le
21 faire, car on nous a dit que ça ne relevait pas de la portée du
22 procès. Une fois cette question réglée, ou du moins si ces
23 préoccupations sont prises en considération, nous aurions
24 beaucoup moins de problèmes que durant le premier procès, si une
25 telle pratique était retenue dans le deuxième.

80

1 [11.51.36]

2 M. LE PRÉSIDENT:

3 Merci.

4 La parole est au coprocurateur international.

5 M. LYSAK:

6 Merci.

7 J'aimerais brièvement réagir à certains arguments avancés par la
8 Défense.

9 Premièrement, la défense de Khieu Samphan soutient que
10 l'Accusation a changé de position et que le deuxième procès ne
11 devrait commencer qu'après avoir eu l'arrêt en appel du premier
12 procès.
13 Par rapport à la question soulevée par la juge Cartwright, dans
14 le dossier numéro 1, c'est le 26 juillet 2010 que la Chambre a
15 rendu son jugement. L'arrêt en appel n'est intervenu que le 3
16 février 2012. Autrement dit, il a fallu près d'un an et demi pour
17 arriver à une décision en appel... à un arrêt.

18 [11.52.40]

19 Notre position n'a pas changé. À présent, nous avons un ordre de
20 la Cour suprême qui dit que les audiences de l'examen de la
21 preuve dans le deuxième procès du dossier numéro 002 doivent
22 commencer dès que possible. Nous n'avons aucune raison de
23 poursuivre le débat sur l'opportunité d'attendre votre jugement
24 ou un arrêt; la Cour suprême s'est prononcée. Lorsqu'elle dit
25 "dès que possible", elle précise au paragraphe 72 que ça veut

81

1 dire peu de temps après la réunion de mise en état. Je suis donc
2 quelque peu étonné d'entendre des avocats qui laissent entendre
3 que nous pourrions ignorer l'ordonnance de la Chambre de la Cour
4 suprême et attendre un arrêt. Cela n'est pas une option.
5 Concernant certaines des préoccupations de Me Koppe, si la
6 Défense a l'occasion d'examiner en détail les paragraphes de
7 l'ordonnance de clôture dont nous proposons l'inclusion, je pense
8 que ces préoccupations vont disparaître.
9 Si l'on examine notre proposition, la Chambre devra inclure des
10 allégations larges relatives aux politiques, l'entreprise
11 criminelle commune. Tout cela est précisé dans nos écritures.
12 Nous indiquons les paragraphes qui nous semblent devoir être
13 inclus. Il y a notamment des allégations très détaillées,
14 notamment sur la purge de la zone Est, pour prendre un exemple.
15 Si l'on examine, donc, les paragraphes qui seraient visés par ce
16 procès, je pense que la Défense pourra soulever le problème ainsi
17 que toutes les autres préoccupations exprimées.
18 [11.54.45]
19 La Défense devrait avoir le temps d'examiner notre proposition.
20 Je conviens que la Défense doit pouvoir défendre sa thèse, mais
21 je suis en désaccord lorsqu'on nous dit que nous nous confinons à
22 certaines allégations précises liées à certains sites de crimes.
23 Nous disons bien dans nos écritures qu'il y a des questions ayant
24 trait aux politiques du régime, et cela est inclus dans la
25 section "Politiques ou entreprise criminelle commune" de

82

1 l'ordonnance de clôture, et cela doit être inclus dans ce procès.
2 Dernier point, à présent. Suite au débat de ce matin, j'ai pris
3 des notes. Depuis le mois de mai – je ne parle pas des parties
4 civiles qui sont venues parler de leurs souffrances –, j'ai ici
5 une liste et je vois que sept témoins ont été entendus en trois
6 quarts de journée. Ensuite, cinq autres témoins ont été entendus
7 en une demi-journée. Si l'on prend les témoins qui ont déposé sur
8 les faits incriminés, eh bien, j'ai fait un tableau pour voir
9 combien de temps ça prendrait de les entendre. On verra que ces
10 témoins auront des dépositions courtes sur les faits incriminés.
11 Dans la plupart des cas, ça a duré moins d'une journée.

12 [11.56.30]

13 Je sais que cela vous inquiète. Je suis conscient que notre
14 proposition est ambitieuse, mais il y a un précédent. Les témoins
15 venus déposer sur les faits incriminés ont été entendus assez
16 rapidement.

17 Si vous n'avez pas d'autres questions, j'en aurai terminé.

18 M. LE PRÉSIDENT:

19 Merci.

20 Est-ce que les coavocats principaux pour les parties civiles ont
21 quelque chose à ajouter?

22 Je vous en prie.

23 Me PICH ANG:

24 Bonjour, Monsieur le Président. J'aimerais répondre à l'argument
25 de l'Accusation par rapport à ce que disait Me Guissé, à savoir

1 que nous aurions changé de position.

2 J'appuie la position de l'Accusation. Notre position est la
3 suivante.

4 Nous voulons que le deuxième procès puisse commencer et avancer
5 rapidement.

6 Nous souscrivons également au point de vue exprimé par les juges
7 de la Chambre. D'après nous, dans le premier procès, un jugement
8 interviendra bientôt, vu l'âge avancé des accusés.

9 [11.58.51]

10 En entamant le deuxième procès, il faut s'assurer que ces
11 questions soient réglées. Nous sommes inquiets, nous aussi,
12 compte tenu de l'âge avancé des accusés et de l'état de santé et
13 de l'âge des parties civiles. Il est impératif, donc, que les
14 audiences du deuxième procès commencent dès que possible.

15 En réponse à Me Guissé, vu que la Défense dit qu'il faut attendre
16 l'arrêt en appel dans le premier procès, qui devrait intervenir
17 au cours du deuxième semestre 2014, il faut dire aussi qu'il y
18 aura probablement un appel devant la Cour d'appel, et il faudra
19 donc du temps. Il faudra peut-être attendre plus d'un an et demi.

20 Nous allons donc passer pas mal de temps à attendre d'ouvrir le
21 deuxième procès. Les victimes, les parties civiles attendent la
22 justice avec impatience. Le deuxième procès doit donc commencer
23 dès que possible.

24 [12.01.05]

25 M. LE PRÉSIDENT:

84

1 Merci, Maître.

2 Le moment est venu de suspendre la réunion pour le déjeuner. Les
3 travaux reprendront à 13h30. Reprise des travaux, donc, à 13h30.

4 (Suspension de la réunion de mise en état: 12h01)

5 (Reprise de la réunion de mise en état: 13h32)

6 M. LE PRÉSIDENT:

7 Veuillez vous asseoir. Reprise de la réunion.

8 Au cours de la journée et demie qui s'est écoulée, nous avons
9 examiné trois points de l'ordre du jour. Il ne nous en reste que
10 deux.

11 Passons donc au point 4, "Projet de calendrier du deuxième
12 procès".

13 La Chambre est consciente du fait que ce calendrier dépend de
14 plusieurs autres facteurs, y compris la création d'un deuxième
15 collège de juges ainsi que la détermination de la portée de ce
16 procès. Par conséquent, au cours des discussions, il ne s'agira
17 que d'obtenir des parties des indications sur leurs
18 disponibilités dans un avenir proche.

19 Pour autant que vous soyez capables de fournir des indications à
20 ce stade, existe-t-il un quelconque facteur susceptible de
21 restreindre vos disponibilités pour de futures réunions de mise
22 en état ou de futurs débats contradictoires, y compris une
23 audience initiale, au cours des 12 prochains mois?

24 La parole est tout d'abord donnée à l'Accusation, qui est invitée
25 à répondre à cette question.

1 [13.35.09]

2 M. KOUMJIAN:

3 Merci, Monsieur le Président.

4 Nous sommes ici pour juger et pour qu'il y ait un procès sur ces
5 importants chefs d'accusation. Nous pensons que telle est notre
6 responsabilité, notre obligation. À chaque fois que... dès que la
7 Chambre décidera qu'un procès doit commencer, l'Accusation se
8 tiendra prête.

9 M. LE PRÉSIDENT:

10 La question est à présent adressée à la partie civile.

11 Me PICH ANG:

12 Voici notre réponse à cette question. Actuellement, il n'y a
13 qu'un coavocat principal cambodgien. Ma consœur internationale
14 est à l'étranger. Je ne sais pas si elle va être remplacée.
15 En application de notre propre Règlement intérieur, j'estime que
16 nous sommes en mesure de participer au procès au cours de la
17 période considérée.

18 J'aimerais en outre revenir sur ce que j'ai dit ce matin. Des
19 chefs d'accusation ne peuvent pas être abandonnés, mais des
20 allégations factuelles, bien. Je pense qu'il faut établir un
21 distinguo entre les deux.

22 [13.37.15]

23 M. LE PRÉSIDENT:

24 La représentante de la coavocate principale, je vous en prie.

25 Me YE:

86

1 Merci.

2 Au nom de la coavocate internationale, j'aimerais ajouter qu'elle
3 est prête à travailler depuis l'étranger pour s'acquitter de son
4 mandat jusqu'au jugement, et elle continue à participer à la
5 préparation du procès.

6 M. LE PRÉSIDENT:

7 Merci pour cette réponse.

8 Qu'en est-il de la Défense?

9 Tout d'abord, Maître Koppe

10 [13.38.08]

11 Me KOPPE:

12 Merci.

13 Nous sommes pleinement disponibles pour toute l'année à venir,
14 pour les 12 mois.

15 Deux remarques supplémentaires là-dessus.

16 Nous vous avons envoyé, lundi, un courrier indiquant que nous
17 avons un consultant qui pourrait remplacer mon confrère
18 cambodgien. C'est ici Suon Visal, derrière moi. Je ne sais pas si
19 vous avez pu examiner ce courrier; je ne sais pas si c'est le bon
20 endroit pour en parler. Nous avons agi ainsi compte tenu de la
21 santé de mon confrère cambodgien. Donc, peut-être que mon
22 confrère sera parfois remplacé par notre consultant, Suon Visal.
23 Deuxième point. Pour ma part, pour des raisons personnelles, je
24 ne serai pas disponible pendant une seule semaine, la première
25 semaine du mois de juin, et c'est tout.

1 (Discussion entre les juges)

2 [13.40.29]

3 M. LE PRÉSIDENT:

4 Merci, Maître.

5 Qu'en est-il de la défense de Khieu Samphan?

6 Me GUISSÉ:

7 Merci, Monsieur le Président.

8 Sur la question précise de la... les disponibilités ou des

9 facteurs qui pourraient empêcher notre disponibilité pour

10 d'éventuelles mises en état ou débats contradictoires, au risque

11 de me répéter, sur le principe, bien, M. Khieu Samphan a une

12 défense.

13 Maintenant, si le but est de discuter plus avant avec des

14 éléments supplémentaires, évidemment, à la prochaine mise en

15 état, avec un travail accompli sur le procès 002/2, je dois noter

16 que tout cela dépendra de la composition de notre équipe et de la

17 possibilité d'effectuer un travail effectif en vue de ces

18 audiences devant la Chambre.

19 Donc, c'est le seul bémol, qui n'est pas en... pour le moment

20 entre mes mains, que je tiens à évoquer, la possibilité de se

21 préparer pour ces futures audiences.

22 [13.41.50]

23 M. LE PRÉSIDENT:

24 Merci, Maître.

25 La parole est à présent au juge Lavergne.

88

1 M. LE JUGE LAVERGNE:

2 Merci, Monsieur le Président.

3 Très rapidement, Maître Guissé, je comprends que vous faites
4 référence aux éventuelles contraintes budgétaires qui feraient
5 que votre équipe ne pourrait pas être au complet, mais la
6 question, je pense, que nous avions en tête était plutôt une
7 question de disponibilité, de votre disponibilité ainsi que de
8 celle de Me Vercken, et nous indiquer si dès à présent, vous
9 savez qu'il... qu'il y aurait éventuellement des problèmes pour
10 être présents au cours des mois prochains.

11 Me GUISSÉ:

12 Pour l'instant, je ne peux répondre qu'en mon nom propre, puisque
13 je n'ai pas l'agenda de Me Vercken. Mais en... vous savez que
14 nous fonctionnons en rotation, c'est-à-dire que nous nous
15 partageons les heures allouées aux avocats, donc nous nous sommes
16 toujours, jusqu'à présent, arrangés pour qu'il y ait au moins
17 l'un de nous disponible, et il n'y a pas de raison que cela ne
18 puisse continuer, sauf, encore une fois, puisque nos heures sont
19 envisagées aussi à la... à la baisse, que ça pose un problème
20 dans ces... dans ces conditions-là. Mais, pour le reste, nous nous
21 sommes toujours arrangés pour qu'au moins l'un d'entre nous soit
22 là.

23 [13.43.28]

24 M. LE PRÉSIDENT:

25 Merci.

1 Maître Kong Sam Onn.

2 Me KONG SAM ONN:

3 Merci.

4 Pas de problèmes pour ma part. Cela étant, une fois que le procès
5 commencera, nous allons y participer.

6 M. LE PRÉSIDENT:

7 Pour l'instant, il n'est pas encore question d'une audience
8 initiale. L'Accusation estime qu'une audience initiale devrait
9 avoir lieu en février 2014, après quoi interviendra l'audience au
10 fond. L'Accusation campe sur sa position en affirmant que nous
11 pouvons commencer l'audience au fond fin février 2014.

12 Est-ce que les autres équipes sont prêtes à agir selon le
13 calendrier de l'Accusation?

14 [13.45.00]

15 Me PICH ANG:

16 Selon nous, il ne doit pas y avoir de gros obstacle à ce que les
17 audiences commencent en février. Le cas échéant, nous nous
18 tiendrons prêts.

19 M. LE PRÉSIDENT:

20 Qu'en est-il de la Défense?

21 Maître Koppe.

22 Me KOPPE:

23 Comme je l'ai dit, nous sommes disponibles toute l'année, mais
24 c'est très optimiste de prévoir une audience initiale en février.

25 Je pense que ce n'est pas du tout réaliste.

90

1 Cela étant, nous rejoignons l'Accusation lorsqu'elle dit qu'il
2 n'y aura pas de déclaration liminaire. Cela dit, cela ne devrait
3 pas s'appliquer à Nuon Chea lui-même. Lui-même nous a dit qu'il
4 entendait prendre la parole au cours de l'audience initiale pour
5 faire une déclaration liminaire. Vu son âge et la durée possible
6 de ce procès, je pense qu'il serait judicieux de lui permettre de
7 faire cela. Mais, pour notre part, nous, les avocats, nous
8 n'avons pas l'intention de prononcer une déclaration liminaire à
9 l'audience initiale.

10 [13.46.35]

11 M. LE PRÉSIDENT:

12 Je vous en prie, Maître, allez-y.

13 Me GUISSÉ:

14 Merci, Monsieur le Président.

15 Il va de soi que... il est évident que, du côté de l'équipe de
16 Khieu Samphan, nous estimons que février est une date
17 parfaitement irréaliste – je pense que tout le monde le sait –,
18 ne serait-ce que par les points de droit que nous avons évoqués
19 ce matin.

20 Encore une fois, nous insistons sur le fait qu'une bonne
21 préparation d'un procès est nécessaire pour le cas 002/02, pour
22 ne pas tomber dans les errements du premier et pour faire en
23 sorte que les choses aillent de la meilleure façon.

24 Nous maintenons la position selon laquelle un procès après une
25 décision d'appel serait l'idéal, mais, à tout le moins, nous ne

91

1 voyons pas comment les débats pourraient commencer avant que vous
2 ayez rendu un jugement dans l'affaire 002/01, pour de nombreuses
3 raisons, mais ne serait-ce que, au moins, pour savoir sur quelle
4 base vous aurez déjà tranché sur des questions extrêmement
5 importantes et qui auront une incidence sur le procès 002/02.
6 Donc, ça c'est un premier élément.

7 [13.47.42]

8 Et, encore une fois, cette préparation de procès pour que nous
9 puissions préparer les listes, pour que nous puissions discuter
10 des éventuels documents, pour que nous puissions discuter de tous
11 les éléments de faits et les éventuels témoins à appeler, ça
12 prend du temps à préparer, ça prend énormément de travail, et il
13 faut qu'on ait cette possibilité. Je me répète, mais je pense
14 que, parfois, la pédagogie, c'est la répétition.

15 M. LE PRÉSIDENT:

16 Merci.

17 Je vous en prie, Monsieur le juge Lavergne.

18 M. LE JUGE LAVERGNE:

19 Oui. Merci, Monsieur le Président.

20 Je pense que, pour pouvoir discuter sérieusement de la date à
21 laquelle il est envisageable de commencer les audiences au fond,
22 il faut d'abord discuter des étapes que nous devons franchir
23 avant d'arriver à ce stade.

24 [13.48.40]

25 Donc, ces étapes, elles consistent d'abord dans la préparation du

92

1 procès, et je crois... enfin, il me semble que, bien évidemment,
2 nous allons devoir prendre une décision sur... ou, plutôt, le
3 Président devra prendre une décision sur la désignation ou non
4 d'un deuxième collègue de juges, mais ensuite la première étape
5 essentielle, ce sera sans doute de déterminer l'étendue du procès
6 002/02.

7 Et, une fois que cette décision sera prise, ce qui suppose des
8 discussions beaucoup plus approfondies que celles que nous avons
9 eues aujourd'hui... Aujourd'hui, nous avons simplement eu une
10 première approche, hein, du problème. Une fois que la décision,
11 donc, sur la portée du procès à venir aura été prise, il faudra
12 ensuite discuter les listes des témoins, les listes de documents
13 et puis il faudra aussi, sans doute, considérer les objections
14 préliminaires qui ont pu être soulevées au début du procès 002,
15 avant même qu'il y ait eu la disjonction, et s'assurer que ces
16 objections préliminaires ont toutes été tranchées, et voir s'il y
17 a lieu de réactualiser les objections à ce stade de la procédure.
18 [13.50.12]

19 Mais il y a d'autres questions qui peuvent se poser.
20 Une des questions qui peut... qui pourraient éventuellement être
21 abordées - et peut-être que la Défense pourrait nous donner
22 quelques explications - c'est celle qui concerne l'aptitude des
23 accusés à être jugés. Nous avons eu, au cours des précédentes...
24 des précédents mois, des expertises réalisées par des gériatres
25 et nous aimerions savoir si, au sens de ... enfin, aux vues des

93

1 observations qu'ont pu faire les équipes de défense, il serait
2 nécessaire, éventuellement, de réexaminer la question de la
3 capacité à être jugé. Ou est-ce que vous pensez qu'à ce jour
4 c'est une question qui n'a pas lieu de se poser?

5 Me KOPPE:

6 Je ne suis pas médecin ni expert médical; tout ce que je puis
7 dire, c'est sur la base de ce que je vois quand je parle avec mon
8 client. Je l'ai vu il y a deux jours. Je n'ai pas de raison de
9 penser que son état a changé par rapport à la dernière fois que
10 vous l'avez vu. C'est tout ce que je puis dire à ce stade, me
11 semble-t-il.

12 [13.52.02]

13 M. LE JUGE LAVERGNE:

14 Juste une précision avant que vous preniez la parole.

15 Quand je pense à la capacité à être jugé, je ne pense pas
16 simplement au fait d'une incapacité totale à comparaître à
17 l'audience, mais aussi des modalités selon lesquelles l'audience
18 devrait éventuellement être organisée.

19 Est-ce que nous pouvons continuer sur le schéma qui a été celui
20 de la Chambre jusqu'à présent, c'est-à-dire siéger quatre jours
21 par semaine? Est-ce qu'il faut éventuellement prévoir des
22 aménagements? Est-ce que ce sont des questions que vous envisagez
23 ou pas? C'est le genre de problème qui nous intéresse.

24 [13.52.38]

25 Me GUISSÉ:

1 Oui. Merci, Monsieur le... Ah, pardon.

2 Me KOPPE:

3 Là-dessus, il faudra que j'en parle avec mon client pour que je
4 puisse connaître ses instructions.

5 À ce stade, je ne peux pas répondre.

6 Me GUISSÉ:

7 Moi, je peux simplement donner la première indication à la
8 Chambre qu'il y a quelques mois déjà nous avons fait une demande
9 d'aménagement d'horaire pour que la pause du déjeuner soit plus
10 longue pour permettre un repos de M. Khieu Samphan. Le fait qu'il
11 y ait eu plusieurs interruptions et qu'il y ait eu parfois des
12 sessions moins longues a fait que nous n'avions pas réitéré cette
13 demande, mais, dans le cas d'un procès à long cours, bien sûr que
14 nous serions éventuellement amenés à refaire... reformuler cette
15 demande d'aménagement d'horaire, sous réserve de l'évolution de
16 l'état de santé de M. Khieu Samphan.

17 Mais, au niveau des horaires, c'est clair que quatre jours par
18 semaine consécutifs, tel que ça avait été à un moment, était...
19 était difficile à soutenir, vu son âge.

20 [13.53.58]

21 M. LE JUGE LAVERGNE:

22 Hier, nous avons entendu aussi les préoccupations exprimées par
23 maître... par la Défense de Khieu Samphan en ce qui concerne les
24 aspects juridiques de la... concernant la désignation d'un
25 deuxième collège de juges et les réserves, éventuellement, quant

1 à la contestation possible de la légalité de la désignation de ce
2 deuxième collège de juges, voire éventuellement des possibles
3 demandes de récusation concernant tel ou tel juge de réserve qui
4 serait désigné comme juge devant siéger dans le deuxième collège
5 de juges.

6 Mais j'aimerais aussi attirer l'attention des parties sur un
7 autre point, pour le cas où il n'y aurait pas désignation d'un
8 deuxième collège de juges. Il se trouve que, dans sa décision qui
9 était en date du 8 février 2013 - il s'agit de la première
10 décision de la Chambre de la Cour suprême sur l'appel concernant
11 la disjonction -, la Chambre de la Cour suprême avait notamment
12 indiqué ceci:

13 "Les CETC doivent envisager la création d'un deuxième collège au
14 sein de la Chambre de première instance afin de favoriser la
15 conclusion dans des délais raisonnables des autres poursuites
16 relevant du dossier 002."

17 [13.55.27]

18 Elle a également déclaré que "la création d'un deuxième collège
19 résoudrait les questions de parti pris réel ou apparent qui
20 pourrait être soulevés à l'encontre des juges du premier procès
21 qui seraient appelés à siéger au deuxième procès". Donc,
22 clairement, elle soulevait la question de la possible récusation
23 des juges qui composent le collège des juges actuel, au cas où
24 ces mêmes juges continueraient à siéger dans la... dans le prochain
25 procès.

1 Alors, je ne vous demande pas de me dire exactement ce qu'il en
2 est, mais je pense que ça serait important pour la Chambre pour
3 pouvoir s'organiser et aussi pour pouvoir éventuellement fixer...
4 avoir une idée pour la date possible du début du procès, nous
5 dire si, oui ou non, une quelconque des parties, à ce jour,
6 envisage la possibilité de déposer une demande de récusation,
7 sachant que cette indication qui figurait dans la première
8 décision de la Chambre de la Cour suprême n'a pas été reprise
9 dans sa dernière décision. Voilà.

10 Donc, peut-être que les procureurs pourraient nous dire ce qu'il
11 en est tout d'abord, et ensuite les parties civiles.

12 [13.57.09]

13 M. LE PRÉSIDENT:

14 Je vous en prie, l'Accusation.

15 M. KOUMJIAN:

16 Merci.

17 L'Accusation ne prévoit pas de requête tendant à la récusation
18 d'un ou de plusieurs juges.

19 Dans l'hypothèse où un jugement injustifié serait rendu, si nous
20 nous opposons aux conclusions des juges, même si nous n'aimons
21 pas votre décision, ce n'est pas une raison de demander la
22 récusation d'un juge. Le travail d'un juge est de prendre des
23 décisions. Une récusation peut être demandée uniquement si un
24 observateur raisonnable peut avoir l'impression qu'un des juges a
25 un parti pris. Pour nous, le fait que vous ayez pris des

1 décisions contre nous ou, parfois, contre la Défense, cela ne
2 trahit pas, selon nous, un parti pris. C'est simplement que vous
3 vous êtes fondés sur les éléments de preuve disponibles. Et donc
4 les mêmes juges peuvent siéger.
5 [13.58.15]
6 Il est inhabituel d'avoir une série de procès après disjonction,
7 certes, mais c'est notre réalité, mais il n'est pas inhabituel
8 que des juges se prononcent sur les éléments de preuve pendant le
9 procès. Par exemple, presque dans toutes les affaires, après les
10 observations de l'Accusation, en général, la Défense s'y oppose.
11 Les juges peuvent trancher contre la Défense, mais cela ne trahit
12 pas un quelconque parti pris dans le chef des juges.
13 Pour répondre plus directement, premièrement, nous pensons, nous
14 aussi, que c'est une question essentielle car tout le plan que
15 nous proposons se fonde sur le fait que les éléments de preuve du
16 premier procès feront partie du dossier de ce procès-ci. Dès
17 lors, ce faisant, comme nous l'avons écrit, il est plus efficace
18 de garder les mêmes juges plutôt que d'en avoir de nouveaux qui
19 devraient interpréter à leur tour ces éléments de preuve.
20 Voici aussi pourquoi nous devons savoir si des juges vont partir
21 ou envisagent de partir pendant le procès numéro 2. En effet,
22 nous devons aborder la question dès à présent, et pas dans
23 plusieurs mois.
24 Nous ne pensons pas déposer de demande de récusation et nous
25 espérons que vous allez tous siéger dans le deuxième procès.

1 [14.00.00]

2 M. LE PRÉSIDENT:

3 Le représentant des coavocats principaux des parties civiles, je
4 vous en prie.

5 Mme YE:

6 Merci, Monsieur le Président.

7 Au nom des parties civiles, nous n'envisageons pas non plus de
8 demande de récusation à l'encontre d'un ou de plusieurs juges. Je
9 tends à être d'accord avec l'Accusation.
10 Et en ce qui concerne l'ordonnance de disjonction, en ce qui nous
11 concerne, cela ne fait aucune différence quant à la manière dont
12 la même Chambre pourrait intervenir dans chaque procès, puisqu'il
13 s'agissait d'un élément pratique et permettant d'assurer une
14 bonne administration de la justice. Et dès lors, qu'il y ait un
15 premier ou un deuxième collègue, pour nous, ne pose pas de
16 problème fondamental.

17 M. LE PRÉSIDENT:

18 Je vous remercie.

19 Qu'en est-il de la Défense?

20 [14.00.57]

21 Me KOPPE:

22 Merci, Monsieur le Président.

23 Je suis sûr que vous vous rendrez compte que, du point de vue de
24 la Défense, il est difficile de répondre à cette question. Tout
25 dépendra des circonstances et de l'évolution de la situation

1 concrète pour ce procès.

2 Actuellement, nous n'envisageons rien de la sorte. Tout ce que je
3 puis vous dire, c'est qu'il y aura deux... deux moments qui
4 pourront nous poser... nous pousser à nous reposer la question:
5 d'une part, il s'agira de l'inclusion ou non de S-21 et... au sujet
6 desquels les mêmes juges qui ont pris des décisions lors du
7 procès S-21 (sic) seraient appelés à prendre une décision
8 également sur sa réintroduction; et, deuxièmement, la manière
9 dont la décision aura été formulée ou la manière dont on aura
10 statué dessus. Donc, ce sera... ce seront là deux moment
11 différents auxquels nous pouvons... pour lesquels nous pouvons
12 dire que la Défense risque de pouvoir intervenir.
13 Ceci étant dit, difficile d'aller plus loin pour le moment.

14 [14.02.25]

15 M. LE PRÉSIDENT:

16 Je vous remercie.

17 La défense de M. Khieu Samphan, je vous en prie.

18 Me GUISSÉ:

19 Merci, Monsieur le Président.

20 Je ne sais pas si on peut vraiment poser la question en termes de
21 récusation. "Récusation", c'est lorsque nous avons la certitude
22 d'un parti pris. Pour l'instant, nous... vous êtes en délibéré,
23 nous n'avons pas votre décision, et ce que je peux simplement
24 dire c'est que la raison pour laquelle nous trouvons, du côté de
25 la Défense de Khieu Samphan, qu'un procès 002/2 après une

100

1 décision définitive, c'est-à-dire tranchée définitivement par la
2 Cour suprême, nous semble plus logique et raisonnable
3 juridiquement, c'est qu'il y a certaines questions qui pourraient
4 être à nouveau en suspens dans le cadre du procès 002/2, quand
5 le... enfin, quand la nouvelle composition ou la même composition
6 reprendrait la suite des débats et que, pour nous, il y a une
7 logique, simplement, à avoir une certitude sur certains points de
8 droit qui ont une incidence sur la suite.
9 Donc, pour moi, j'arrive difficilement, légalement, à envisager
10 les choses en termes de récusation. Je pense plus en termes de
11 logique juridique et de certitude pour la suite des débats.
12 Voilà ce que je peux vous répondre pour le moment.
13 [14.04.00]
14 Me KONG SAM ONN:
15 Je vous remercie, Monsieur le Président.
16 Je pense qu'il est sans doute encore trop tôt pour nous prononcer
17 sur l'éventualité d'une demande de récusation par rapport à la
18 composition d'un deuxième collègue car nous ne savons pas qui
19 pourrait y figurer, pour autant qu'il soit créé, et nous ne
20 savons pas, actuellement, quels magistrats pourraient paraître
21 avoir fait preuve d'impartialité quant à la décision sur le
22 procès précédent. Donc, nous devons attendre tout cela avant de
23 pouvoir faire un commentaire précis sur cette question de
24 l'éventualité d'une demande de récusation ou d'une requête de
25 récusation. Et nous allons attendre, dès lors, que la décision

101

1 ait été finalisée avant de pouvoir nous prononcer.

2 M. LE PRÉSIDENT:

3 Je vous remercie.

4 Juge Lavergne, vous pouvez continuer.

5 [14.05.01]

6 M. LE JUGE LAVERGNE:

7 Merci, Monsieur le Président.

8 Donc, ce que je note de ces débats, c'est qu'il va falloir,

9 effectivement, prendre un certain nombre de décisions.

10 Je note aussi que ces décisions, notamment celle qui portera sur

11 l'étendue du procès, pourront éventuellement faire l'objet d'un

12 appel. J'ai l'impression que toutes les parties ne partagent pas

13 exactement la même idée de ce qui devrait être inclus dans un

14 procès à venir, ce qui pourra aussi poser la question de savoir

15 s'il sera opportun de commencer les débats au fond tant que cette

16 question de l'étendue du prochain procès ne sera pas

17 définitivement tranchée, ce qui risque d'avoir une incidence,

18 tout comme pourrait avoir éventuellement une incidence le fait

19 qu'une requête en récusation soit déposée et qu'éventuellement il

20 y ait un appel, encore que je crois qu'il n'y ait pas d'appel

21 possible en matière de récusation. Voilà.

22 Donc, ce que j'aimerais savoir maintenant de la part des parties

23 c'est si, selon elles, il y a d'autres décisions ou d'autres

24 étapes nécessaires à franchir sur le plan de la procédure avant

25 que nous puissions envisager de commencer les débats au fond.

102

1 Est-ce qu'il y a d'autres difficultés qui doivent être tranchées

2 ou d'autres démarches à entreprendre?

3 [14.06.33]

4 M. KOUMJIAN:

5 Monsieur le Président, l'élément qui nous semble être essentiel

6 du point de vue de la planification, pour le moment, est le fait

7 de savoir si vous pouvez accepter notre position, qui consiste à

8 dire que le procès 001/02 (sic) est la continuation du procès

9 001/01 (sic), que les éléments de preuve qui ont été déposés et

10 qui ont été démontrés au cours du premier procès, en fait, valent

11 pour le deuxième et que les documents ont été l'objet d'un examen

12 et de commentaires de la part des mêmes accusés. Il est donc

13 essentiel, dans la planification de ce deuxième procès... essentiel

14 de déterminer la recevabilité ou non de ces éléments de preuve

15 qui ont été démontrés lors du premier procès.

16 Vous savez... Bon, je n'ai pas immédiatement sous les yeux... Suivant

17 les conclusions qui seront tirées à partir de l'épuisement des

18 recours pour le procès numéro 1... tout en disant que nous ne

19 pourrons pas attendre huit mois avant qu'une décision soit

20 prononcée.

21 [14.07.49]

22 Donc, ce que nous proposons c'est d'entamer le deuxième procès

23 dans quatre mois, soit à mi-chemin dans ce processus. Mais ceci

24 dépendra de la recevabilité ou non des éléments de preuve qui

25 auront été... qui ont été démontrés au cours du procès numéro 1. Et

103

1 c'est ce qui nous porte à penser que le procès numéro 2 prendra
2 moins de temps que le procès numéro 1. Le problème, c'est... Il ne
3 s'agit pas de dire qu'il sera moins long, mais tout simplement
4 qu'une partie du travail, c'est-à-dire la charge de preuve du
5 premier procès pourra être transférée vers le procès numéro 2 et
6 permettra donc de raccourcir la durée des débats. Donc, la Cour,
7 dans le cadre du procès numéro 2, pourra examiner les éléments de
8 preuve acquis au cours du procès numéro 1.

9 Alors, si cela n'était pas accepté - et personne appartenant à
10 une partie ou à l'autre n'y a jusqu'à présent fait objection -,
11 nous pourrions aller de l'avant suivant ce plan. S'il y a
12 objection, nous ne pourrions que suivre la décision de la Cour
13 suprême, c'est-à-dire de reprendre les mêmes juges pour le procès
14 numéro 2.

15 [14.09.20]

16 M. LE PRÉSIDENT:

17 (Intervention non interprétée)

18 Me GUISSÉ:

19 Monsieur le Président, simplement sur ce point, pour reprendre
20 l'exemple de M. le coprocurateur des documents versés aux débats,
21 il va de soi que... si c'est le même panel qui compose la Chambre
22 pour le deuxième procès, il va de soi que nous ne... il n'y a pas
23 de question sur le fait que vous allez reprendre les mêmes
24 décisions que lors de votre procès 002/1. Et là cela soulève à
25 nouveau la question de l'appel, puisque, comme je l'ai rappelé ce

104

1 matin, lorsque nous faisons appel... si nous devons faire appel de
2 votre décision, nous avons aussi l'intention de faire appel de
3 toutes les décisions dont nous ne pouvions pas faire appel en
4 cours de procès mais que nous devons... que nous devons faire en
5 même temps que l'appel sur le jugement au fond, et notamment des
6 décisions sur l'admission de pièces malgré certaines de nos
7 objections.

8 Donc, là encore, la question ne se pose pas si nous avons une
9 décision définitive à ce sujet. Mais, si, en cours de procès
10 002/2, la Cour suprême rend une décision sur un... sur un de ces
11 appels sur les décisions d'admission de documents, il va de soi
12 que cela aura forcément un effet sur le procès 002/2.

13 [14.10.44]

14 Donc, il paraît que j'ai parlé trop vite; je me résume.

15 Nous allons, si nous devons faire appel et s'il y a un appel de
16 jugement... du jugement qui va intervenir dans 002/1, il y aura, du
17 côté de la Défense, à la fois appel sur le jugement au fond et à
18 la fois appel sur un certain nombre de décisions que vous avez
19 prises au cours de ce procès et pour lesquelles nous n'avions pas
20 de possibilité de faire d'appels interlocutoires. Donc, nous
21 devrons faire appel en même temps. Et, parmi ces décisions, il y
22 a des décisions portant sur des documents que vous avez admis en
23 preuve et pour lesquelles nous avons formé des objections.

24 Donc, je dis simplement que, dans le cadre du procès 002/2, il y
25 aura forcément une incidence de la décision de la Cour suprême

105

1 sur ces appels de décisions portant sur les documents sur le
2 procès 002/2. Donc, c'est sous cette réserve-là.
3 Mais, si vous faites... vous êtes les juges qui allez juger sur les
4 documents dont les coprocurateurs demandent le versement dans le
5 procès numéro 2, il est évident qu'il n'y aura pas tellement
6 d'intérêt pour nous à aller contester ce point, puisque vous
7 allez rendre la même décision que vous avez rendue dans le procès
8 002/1.

9 [14.12.02]

10 Dans l'hypothèse d'un deuxième panel, par contre, la question
11 serait différente, puisqu'ils n'auraient pas participé à la prise
12 de décision dans le procès 002/1. Ils n'auraient donc pas eu à
13 trancher sur les décisions. Et, s'il n'y a pas de décision
14 définitive, il ne peut pas y avoir de constat judiciaire ou
15 d'admission de fait de ces éléments qu'ils n'ont pas eu à
16 connaître. Et là, évidemment, la position serait différente. Il y
17 aurait des discussions à former dans le cadre... il y aurait des
18 discussions à effectuer, du côté de la Défense, devant ce
19 deuxième panel.

20 C'est extrêmement compliqué d'envisager les différents cas de
21 figure, mais de fait, si on n'attend pas de décision définitive,
22 il faut envisager une décision différente selon que nous avons un
23 même panel ou un panel différent.

24 [14.13.12]

25 M. LE PRÉSIDENT:

106

1 Monsieur Kong Sam Onn, vous avez la parole.

2 Me KONG SAM ONN:

3 Merci, Monsieur le Président.

4 Je pense que nous revenons à notre position initiale, à présent,
5 c'est-à-dire celle qui consiste à penser que nous devons attendre
6 l'épuisement des recours dans le premier procès avant que le
7 deuxième procès puisse commencer, parce que, si nous décidons de
8 commencer le deuxième segment de ce procès, alors les audiences
9 portant sur les éléments de preuve ne pourront pas considérer que
10 ceux-ci sont automatiquement recevables pour le deuxième procès,
11 car ceux qui ont été versés au dossier dans le premier procès
12 n'ont pas encore fait l'objet d'une décision définitive et
13 restent soumis à des questions émanant de différentes parties -
14 interrogatoires et contre-interrogatoires -, et ceci risque de
15 compliquer encore les choses au niveau du deuxième procès.

16 [14.14.30]

17 C'est pourquoi j'aimerais demander à M. le Président de bien
18 vouloir nous préciser si le procès 02 est un procès séparé ou
19 s'il fait partie du dossier 002. Donc, j'aimerais bien que la
20 Cour nous éclaire sur cette question.

21 M. LE PRÉSIDENT:

22 Je vous remercie, Maître.

23 Je donne à présent la parole aux coavocats principaux pour les
24 parties civiles.

25 Me PICH ANG:

107

1 Merci, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les juges.

2 Je pense que la plupart des questions ont déjà été soulevées. Le
3 juge Lavergne a déjà donné des informations aux parties en ce qui
4 concerne la succession des événements avant le début des
5 audiences pour le deuxième procès.

6 J'aimerais cependant faire des observations en ce qui concerne
7 les commentaires qui ont été faits par M. Kong Sam Onn, soit que
8 les éléments de preuve considérés comme recevables dans le cadre
9 du procès 001 ne devraient pas être considérés comme étant
10 automatiquement recevables pour la partie 002/2 de la procédure.
11 [14.16.00]

12 Je tends à être d'accord avec lui sur ce point, mais ce que les
13 procureurs avaient mentionné, ce n'était pas le fait de devoir
14 considérer que ces éléments de preuve sont effectivement
15 recevables, mais bien... (Fin de l'intervention non interprétée)

16 M. LE JUGE LAVERGNE:

17 Juste une demande de clarification auprès des coprocurateurs.
18 Lorsque vous nous indiquez qu'il serait envisageable de commencer
19 le procès à la fin du mois de février, est-ce que vous envisagez
20 l'ouverture du procès ou bien le début des audiences au fond?

21 M. KOUMJIAN:

22 Au début des audiences.

23 M. LE JUGE LAVERGNE:

24 Ce qui suppose... ce qui suppose donc que tout le travail de
25 préparation ait pu être effectué et que nous ayons pu

108

1 effectivement rendre ces décisions, voire que celles-ci soient
2 définitives.

3 Voilà. Je pense que nous avons fait à peu près le tour. Je n'ai
4 personnellement pas d'autres questions à poser aux parties.

5 [14.17.38]

6 M. LE PRÉSIDENT:

7 Je vous remercie.

8 Passons à présent au point 5 de l'ordre du jour. Donc, le point 5
9 porte sur le recensement de points essentiels à examiner dans le
10 cadre du deuxième procès.

11 Avant cette... avant la fin de cette réunion de mise en état, la
12 Chambre tient à inviter les parties à indiquer certains des
13 points qu'elles considèrent comme étant essentiels dans le cadre
14 du deuxième procès et qui n'auront pas été examinés lors de la
15 réunion. La Chambre insiste sur le fait qu'en rapport avec les
16 points suivants qui ont déjà été discutés, l'objet de cette
17 réunion est d'aborder les questions pratiques et techniques
18 essentielles pour la préparation du procès 002/02 et, dès lors,
19 sera limité aux questions essentielles à soulever et ne sera pas
20 consacré à l'audition de soumissions ou d'interventions sur ces
21 questions elles-mêmes. Et, dès lors, les plaidoiries et les
22 décisions... et les propositions seront soumises lors d'audiences
23 ultérieures ou sous la forme d'écritures.

24 [14.19.06]

25 Je puis à présent donner la parole au Bureau des coprocurateurs

109

1 afin qu'ils puissent soulever les éléments qu'ils considèrent
2 comme étant essentiels, qui doivent être soulevés dans le cadre
3 du procès 002/02 et qui n'auraient pas déjà été abordés au cours
4 de notre débat, jusqu'à présent.

5 M. KOUMJIAN:

6 Monsieur le Président, je crois que nous avons eu l'occasion de
7 soulever toutes les questions essentielles qu'il nous semblait
8 essentiel de mettre à jour afin de pouvoir mener à bien le
9 dossier 002/02.

10 Le seul point que je pourrais ajouter et qui se situe en
11 continuation des acquis provenant des explications que nous ont
12 données le directeur faisant fonction et le directeur adjoint est
13 la question des coûts et la manière de les couvrir et des
14 différentes options qui s'ouvrent à nous.

15 L'une des options que nous avons proposées et qui consisterait à
16 maintenir la Chambre en l'état pour entendre le deuxième procès,
17 et comprenant bien le point qui a été soulevé dans l'ordre du
18 jour, indiquant qu'il pourrait être nécessaire de faire appel à
19 un complément de personnel d'appui, ceci nous semble être la
20 solution la moins coûteuse.

21 [14.20.42]

22 On nous a dit que le personnel de la Chambre de première instance
23 coûte à peu près 1,1 million de dollars. Dans la période de
24 chevauchement, qui ne durerait pas plus de six mois, cela ne
25 devrait pas coûter plus de la moitié, c'est-à-dire à peu près 500

110

1 000 dollars. Or, le coût de mise en place de nouveaux magistrats
2 serait plus élevé. Mais ce que nous voulons indiquer, c'est que
3 l'option la plus coûteuse de toutes serait celle qui consisterait
4 à retarder les travaux et à retarder le démarrage du procès 002,
5 car la totalité des coûts de fonctionnement de la Cour représente
6 plus de 1 million de dollars par mois.
7 Donc, les options sont les suivantes.
8 Si on devait retarder de huit mois le début des travaux, ça
9 représente un coût de 8 millions de dollars, alors que, suivant
10 notre plan, le coût serait inférieur; il s'agirait de 500 000 à
11 600 000 dollars. Le fait de créer un collège... un deuxième collège
12 se situerait quelque part à mi-chemin entre ces deux chiffres.
13 [14.21.47]
14 Alors, bien que la Cour ait indiqué que les considérations
15 d'ordre financier ne doivent pas pouvoir influencer de manière
16 cruciale vos décisions, néanmoins, nous pensons que ces
17 considérations d'ordre financier, suivant les différentes options
18 qui vous ont été présentées, semblent indiquer que la meilleure
19 option est celle que nous suggérons, c'est-à-dire de commencer
20 avec les mêmes juges, en ayant recours aux éléments de preuve du
21 premier dossier qui ont été considérés comme recevables, de
22 manière à être le plus efficace et le plus rapide possible dans
23 le cadre du deuxième dossier.
24 Je vous remercie.
25 M. LE PRÉSIDENT:

111

1 Je vous remercie.

2 Juge Lavergne, vous avez la parole.

3 M. LE JUGE LAVERGNE:

4 Oui. Une question: ne croyez-vous pas que le temps qui est
5 nécessaire pour la Chambre pour rédiger son jugement est un temps
6 incompressible? Que nous commencions à... que nous ouvrons et que
7 nous commencions un deuxième procès et qu'en parallèle nous
8 rédigeons le jugement dans le... dans le précédent procès, est-ce
9 que vous croyez véritablement que ça permet de gagner du temps?

10 [14.23.16]

11 Je m'explique. D'un point de vue très personnel, je note que,
12 quand nous avons des audiences, il est très difficile de se
13 concentrer à la fois sur les audiences et sur la rédaction d'un
14 jugement, qui est une chose hautement technique. On est obligé de
15 faire des va-et-vient. Je ne suis pas sûr que cela facilite la
16 rédaction du jugement. Là, il ne s'agit pas simplement d'avoir un
17 personnel supplémentaire, il s'agit pour les juges d'avoir la
18 possibilité de se concentrer de façon approfondie sur des
19 questions épineuses et qui méritent du temps.

20 Alors, quand vous dites: "Si on commence tout de suite, on fait
21 une économie de l'ordre de 8 millions de dollars", je suis un peu
22 surpris parce que, de toute façon, on ne pourra pas, en
23 parallèle, à la fois être pleinement occupés à la rédaction d'un
24 jugement et être pleinement occupés à entendre les audiences dans
25 un deuxième procès. Il va bien y avoir un moment où les choses

112

1 vont s'engorger, et on ne peut pas... on ne peut pas les résoudre
2 par un coup de baguette magique.
3 Donc, je voulais simplement vous faire partager un peu mon
4 interrogation quant à... quant au calcul que vous énoncez.
5 [14.25.12]
6 Me GUISSÉ:
7 Monsieur le Président, avec votre autorisation, simplement un
8 point pour rebondir sur ce que vient de dire M. le juge Lavergne
9 dans le cadre de la réflexion de la Chambre sur le début du
10 procès 002/2 et les audiences à venir.
11 Je rappelle que... si la position est de commencer après le verdict
12 dans 002/1, je rappelle que, dès le moment où vous rendez une
13 décision, le délai d'appel court et que, du coup, les parties
14 auront dans le même temps à gérer cet appel, avec des délais
15 extrêmement courts, avec des obligations en matière de dépôt dans
16 les deux langues, et, ce que j'ai rappelé, des obligations de
17 faire l'appel et sur le fond du jugement et sur toutes les
18 décisions. Donc, je ne sais pas si c'est assez clair, mais je
19 tiens à le rappeler: ça va poser un gros problème si on envisage
20 de commencer le procès 002 en même temps que la préparation de
21 l'appel, parce que, de la même façon que la Chambre a du mal à
22 pouvoir tenir des audiences et rédiger un jugement, nous, équipes
23 de la défense - je pense que je parle aussi pour les autres
24 parties, mais, en tout cas, équipes de la défense -, nous aurons
25 du mal à la fois à préparer les audiences, préparer les

113

1 contre-interrogatoires et, en même temps, rédiger nos mémoires
2 d'appel avec des enjeux extrêmement importants, y compris dans le
3 cadre du procès 002/2. Donc, ça, c'est un point qui me semblait
4 essentiel à rappeler.

5 [14.27.00]

6 M. LE PRÉSIDENT:

7 Je vous remercie.

8 Est-ce que d'autres parties désirent nous faire part de leurs
9 observations à ce sujet?

10 Me PICH ANG:

11 Merci, Monsieur le Président.

12 En ce qui concerne les questions fondamentales en vue du dossier
13 002/02, de ce que nous avons discuté, les coavocats principaux
14 pour les parties civiles n'ont rien à ajouter, si ce n'est
15 peut-être une observation brève concernant les délais nécessaires
16 pour que les juges puissent préparer le verdict.

17 Comme l'a dit ma collègue auparavant, nous sommes ici pour
18 examiner les éléments de preuve. Les parties, qu'il s'agisse de
19 l'Accusation ou des conseils de la défense, vont soumettre
20 diverses requêtes en cours de procès, et je pense qu'il est
21 également possible que la Défense en fera de même.

22 [14.28.28]

23 Je pense que l'équipe de la défense sera en mesure d'accroître le
24 nombre de personnes faisant partie de leur équipe pour pouvoir
25 assumer une charge de travail plus importante. Il a été indiqué

114

1 aussi que, dans d'autres tribunaux internationaux, les juges
2 peuvent procéder à la rédaction du jugement en parallèle avec la
3 tenue d'audiences. Et je pense qu'au cours de votre carrière
4 professionnelle vous avez sans doute dû rencontrer des situations
5 similaires, où vous étiez tenus de rédiger un jugement tout en
6 devant aborder d'autres dossiers. Je suis convaincu que Mmes et
7 MM. les juges pourront engager les audiences sur le fond avec les
8 ressources suffisantes pour vous permettre d'assurer la bonne
9 tenue de vos travaux.

10 M. LE PRÉSIDENT:

11 Je vous remercie.

12 Y a-t-il d'autres observations?

13 [14.29.52]

14 Nous voulons seulement demander aux parties... nous voulions
15 seulement demander aux parties de soulever les questions
16 essentielles pour le dossier numéro 002/2 outre ce qui avait déjà
17 été débattu. Il en reviendra aux Chambres de préparer... de se
18 préparer et de préparer la prochaine réunion de mise en état. Et
19 nous voulons précisément que ces éléments essentiels nous soient
20 signalés afin que nous puissions les inscrire à l'ordre du jour
21 d'une prochaine réunion de mise en état.

22 S'il n'y en a pas, la réunion de mise en état prend... arrive à son
23 terme, et la Chambre désire informer les parties et le public de
24 ce qui suit.

25 La Chambre reste déterminée à faire en sorte que le deuxième

115

1 procès puisse avancer dès que possible dans le dossier 002/2,
2 compte tenu de la nécessité... de l'équité de la procédure et
3 compte tenu des droits des parties.

4 En tant que Président, je m'associe à l'avis exprimé par les
5 parties selon lequel il est essentiel de commencer rapidement le
6 deuxième procès. Tel était précisément l'objectif auquel
7 correspondait la convocation de la présente réunion de mise en
8 état.

9 [14.31.52]

10 Après l'annonce de la tenue de la présente réunion, une nouvelle
11 question s'est posée pour la Chambre, à savoir la question de
12 l'opportunité de nommer un deuxième collègue au sein de cette
13 présente Chambre pour siéger dans ce deuxième procès. Et, le cas
14 échéant, il s'agissait de savoir quelle était la date la plus
15 rapprochée à laquelle cela pourrait commencer.

16 Initialement, la Chambre avait envisagé d'examiner également
17 d'autres questions de droit et de procédure. À présent, la
18 Chambre annonce que ces questions seront examinées au cours d'une
19 autre réunion de mise en état dont la date sera annoncée très
20 prochainement aux parties et au public.

21 La Chambre, donc, réitère qu'elle est déterminée à faire en sorte
22 que toutes les dispositions nécessaires puissent être prises dans
23 la perspective du deuxième procès.

24 [14.33.28]

25 Excellences, mesdames et messieurs, les participants à cette

116

1 réunion de mise en état, en tant que Président et au nom des
2 autres juges de la Chambre de première instance, je me félicite
3 vivement du résultat de cette réunion de mise en état du deuxième
4 procès dans le dossier numéro 002, réunion qui aura duré deux
5 jours. La Chambre prend note des contributions apportées par le
6 directeur et le directeur adjoint du Bureau de l'administration,
7 par l'Accusation, la partie civile et la défense de Nuon Chea et
8 Khieu Samphan, tous ayant participé de manière enthousiaste à la
9 réunion.

10 Les résultats de la présente réunion seront pris en considération
11 au moment d'établir le programme de la prochaine réunion de mise
12 en état.

13 En temps opportun, la Chambre annoncera au directeur, au
14 directeur adjoint ainsi qu'aux parties les éventuelles mesures
15 que la Chambre prendra.

16 Au nom de la Chambre, j'aimerais remercier vivement le directeur
17 et le directeur adjoint du Bureau de l'administration,
18 l'Accusation, la partie civile, les avocats de la défense, le
19 personnel du Bureau de l'administration, le personnel de
20 sécurité, les juristes, les greffiers, le personnel de la
21 Chambre, les interprètes, lesquels ont tous contribué à la tenue
22 de cette réunion. Les résultats fructueux de celle-ci n'auraient
23 pas été possibles sans votre soutien authentique. Mesdames,
24 Messieurs, nous vous souhaitons tout le succès possible dans vos
25 activités aux CETC.

117

1 Agents de sécurité, veuillez conduire M. Khieu Samphan au centre
2 de détention.

3 La réunion est levée.

4 (Levée de la réunion de mise en état: 14h36)

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25